

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Jeudi 22 Juin 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°152 ■

Chronique Eco

**Deux ou trois  
petites choses sur  
l'intégration  
régionale  
et africaine** P 16

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

# L'Etat déterminé à poursuivre ses efforts

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a, lors de l'ouverture de la 54ème FIA (Foire internationale d'Alger), réitéré la volonté de l'Etat Algérien, et confirmé sa détermination à poursuivre son soutien aux investisseurs pour le lancement ou l'élargissement de leurs projets dans divers secteurs et à augmenter le taux d'intégration nationale. P 3



PÉTROLE

## Le Brent à près de 76 dollars

Le pétrole hésitait entre gains et pertes mercredi, pris entre les espoirs de relance de la croissance chinoise, et les réductions de productions de l'Opep+ compensées par l'augmentation des exportations iraniennes. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, restait stable à 75,90 dollars. P 4

D'UNE VALEUR DE PRÈS DE 8  
MILLIARDS DE DOLLARS

## 2 606 projets d'investissement enregistrés à l'AAPI

Les projets d'investissement enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) depuis le 1er novembre 2022 ont atteint plus de 2.600 pour une valeur avoisinant les 8 milliards de dollars, a-t-on appris auprès de cette agence. P 3

SON AMBASSADEUR L'A  
SOULIGNE À ALGER :

## L'Italie veut approfondir sa coopération avec l'Algérie

L'ambassadeur de la République d'Italie en Algérie, Giovanni Pugliese, a réaffirmé, hier à Alger, la volonté de son pays pour le renforcement de la coopération économique notamment avec l'Algérie.

S'exprimant lors d'une rencontre, organisée en marge de la 53e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), placée sous le thème : « Partenariat entre l'Italie et l'Algérie : dialogue avec les entreprises italiennes », Son excellence a indiqué des entreprises italiennes importantes et leaders mondiaux prennent part à la cette foire. P 5

**Géant**  
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... [www.geant-dz.com](http://www.geant-dz.com) | [info@geant-dz.com](mailto:info@geant-dz.com) | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

PÉTROCHIMIE

## Signature d'un protocole d'entente entre Sonatrach et la société chinoise CC7

Le groupe Sonatrach a signé, mardi à Alger, un protocole d'entente (MoU) avec la société CC7 "China National Chemical Engineering & Construction Corporation Seven Ltd.", portant sur l'élaboration des études de faisabilité d'un complexe pétrochimique à Skikda, a-t-il indiqué dans un communiqué. Il s'agit de l'étude d'un complexe pétrochimique de vapocraquage de charge mixte, composé du naphta de la raffinerie de Skikda et de l'éthane du complexe GL1K, pour la production du polyéthylène tous grades confondus ainsi que d'autres produits, notamment le propylène et le butadiène, et qui "portera aussi sur l'estimation du montant d'investissement et la commercialisation des produits finis issus de ce complexe pétrochimique", précise-t-on de même source.

Le document a été signé au niveau de la direction générale du groupe par M. Boutouba Batouche, Vice-Président de l'activité raffinage et pétrochimie et Long Haiyang, président de la Société CC7, en présence du président-directeur général de Sonatrach, Toufik Hakkar. L'investissement sera réalisé en mode project financing supporté par des banques nationales et internationales, ajoute le communiqué. La compagnie CC7 est une société nationale chinoise spécialisée dans l'engineering et la construction de projets industriels, notamment dans le raffinage et la pétrochimie. Elle a réalisé de nombreux projets d'envergure à travers le monde.

FINANCES

## Le ministre Faïd prend part à Vienne au forum de l'OFID

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, accompagné d'une délégation de son département ministériel, a pris part mardi à Vienne (Autriche), aux travaux du Forum du Fonds de l'OPEP pour le Développement international (OFID), indique un communiqué du ministère. L'OFID tient son deuxième Forum sur le développement, réunissant nombre de personnalités y compris des chefs de gouvernement, des ministres, des chefs d'institutions, des représentants de banques multilatérales de développement, des organisations internationales et des acteurs du secteur privé, précise le communiqué. L'édition de cette année tentera d'explorer des approches innovantes pour faire face à la rareté du capital de développement et à la nécessité de mobiliser un soutien financier pour des projets durables. Les panélistes engageront des échanges sur la mobilisation des ressources et la mise en œuvre de stratégies qui favorisent des solutions inclusives, durables et évolutives. En mettant l'accent sur les modèles de développement transformateurs, la collaboration régionale et l'inclusivité, le Forum cherche à identifier de nouvelles voies vers le développement durable, selon le ministère. Parmi les autres questions d'actualité à l'ordre du jour, figurent

les systèmes alimentaires durables, les solutions climatiques innovantes et les partenariats et politiques qui donnent la priorité à l'homme et à la planète. M. Faïd saisira sa présence à Vienne, indique le communiqué, pour prendre part à la session ministérielle, prévue le 21 Juin 2023, et qui sera consacrée à l'examen et l'approbation des rapports d'activités de l'OFID, ainsi qu'à l'adoption de ses états financiers annuels. Cette rencontre va permettre de relever l'importance des engagements apportés par cette institution, lesquels engagements se sont traduits par des financements de plusieurs projets de développement dans les pays couverts par l'OFID, pour des secteurs tels que l'agriculture, le développement des infrastructures et l'énergie. Le Directeur Général du Fonds OPEP, M. Alkhalifa, a déclaré en prélude de ce Forum que "les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, tels que la crise urgente de la sécurité alimentaire, les menaces croissantes du changement climatique et une crise de la dette imminente, nécessitent des partenariats solides et une action collective. Avec le Forum de développement du Fonds de l'OPEP, nous démontrons que nous sommes déterminés à relever ces défis de front, de concert avec les pays et institutions partenaires".

"Ensemble, nous pouvons débloquent des modèles de collaboration et générer un impact positif pour l'avenir", a-t-il ajouté. Pour rappel, l'OFID est une institution multilatérale de financement du développement créée en 1976. Les membres actuels sont en nombre de 12 pays à savoir l'Algérie, l'Equateur, le Gabon, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigéria, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, et le Venezuela. L'OFID a été créé par les pays membres de l'OPEP en 1976 avec un objectif distinct: stimuler le développement, renforcer les communautés et autonomiser les populations. Ce Fonds est la seule institution de développement mandatée au niveau mondial qui fournit des financements des pays membres aux pays non membres exclusivement. Cette institution travaille en coopération avec des partenaires des pays en développement pour stimuler la croissance économique et le progrès social dans les pays à revenu faible et intermédiaire. A ce jour, le Fonds OPEP a engagé plus de 24 milliards de dollars dans des projets de développement dans plus de 125 pays.

R E.

ALGÉRIE/EGYPTE

# Un mémorandum d'entente dans les domaines des télécommunications

L'Algérie et l'Egypte renforcent leur coopération dans le domaine des télécommunications, de la technologie de l'information et de la poste. Un mémorandum d'entente a été signé entre les deux pays, visant à renforcer la coopération bilatérale et promouvoir le partenariat algéro-égyptien en la matière.

Par Slimane T

La signature de ce mémorandum d'entente vient couronner la visite de travail effectuée en Egypte par le ministre de la Poste et des Télécommunication, Karim Bibi Triki, indique le ministère dans un communiqué. Le document porte sur «l'échange des expériences et des expertises dans plusieurs domaines de coopération, dont l'organisation du secteur aux plans législatif et réglementaire, la cyber-sécurité, la disponibilité et la gestion des situations d'urgence, ainsi que le renforcement de la confiance en l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)», précise le communiqué. La coopération couvre également «le renforcement de l'accès, par les individus et les ins-

titutions publiques et privées, au service internet à des prix abordables, outre l'amélioration des capacités de la bande passante internationale de manière à contribuer au soutien à l'attractivité de l'Algérie et de l'Egypte en termes d'investissements, tout en appuyant la contribution du secteur au PIB des deux pays». La collaboration technique entre les start-up activant dans le domaine des TIC constitue un «axe important» de ce mémorandum d'entente, lequel sera concrétisé par «le soutien et l'activation des incubateurs et des programmes de soutien à l'innovation, à travers le lancement d'une initiative algéro-égyptienne pour la créativité technologique et l'entrepreneuriat, en sus de la mise en place de groupes mixtes chargés du développement de solutions et de produits au service des projets pertinents dans les deux

pays». Concernant la transition numérique, les deux pays œuvreront, en vertu de ce mémorandum, à échanger «les expertises en matière de transition numérique dans l'objectif de construire une société et un gouvernement numériques en focalisant sur le développement du e-paiement, des systèmes de géolocalisation et de signature électronique». Il s'agit aussi de veiller à «la consolidation de la coopération entre les établissements d'enseignement et de recherche spécialisés dans les deux pays», lit-on dans le communiqué du ministère. Au volet Poste, le document prévoit «le renforcement de la coopération pour promouvoir la qualité et l'efficacité des services postaux, à travers l'encouragement du développement des projets relatifs aux e-services à valeur ajoutée dont la promotion du e-commerce».

FORMATION PROFESSIONNELLE

## Les diplômés invités à s'orienter vers l'entrepreneuriat

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a invité, mardi à Alger, les stagiaires et diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels à se diriger vers l'entrepreneuriat, à développer leurs projets et bénéficier des divers avantages qu'offre la nouvelle loi sur l'investissement, indique un communiqué du ministère. Lors de sa participation avec des membres du gouvernement à la cérémonie d'ouverture de la 3e édition du Salon national de l'innovation, à l'invitation du ministre de la For-

mation et de l'Enseignement professionnels, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a appelé les stagiaires et les diplômés du secteur à se rapprocher des autorités locales en charge du soutien à l'investissement, notamment via l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, pour "bénéficier de l'ensemble des avantages qu'offre la nouvelle loi sur l'investissement aux jeunes et aux porteurs de projets, en vue de consolider le tissu des petites et moyennes entreprises (PME) industrielles, qui sont essentielles pour réaliser le développement

économique et la prospérité du pays". Lors de la cérémonie d'ouverture de cette édition, organisée au niveau de l'Office des parcs, des sports et des loisirs d'Alger, la délégation ministérielle a visité les différents stands de cette exposition, qui connaît la participation de plus de 90 projets innovants dans divers domaines, réalisés par des diplômés du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, conclut le communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux  
Eco

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger  
Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:  
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

# L'Etat déterminé à poursuivre ses efforts

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a, lors de l'ouverture de la 54ème FIA (Foire internationale d'Alger), réitéré la volonté de l'Etat Algérien, et confirmé sa détermination à poursuivre son soutien aux investisseurs pour le lancement ou l'élargissement de leurs projets dans divers secteurs et à augmenter le taux d'intégration nationale.

Par Réda Hadi

Le Président Tebboune a insisté sur le fait que «l'avenir du pays est dans les start-up et dans les jeunes investisseurs». Durant toute ses visites aux différents stands, celui-ci, n'a pas manqué lors de ses échanges avec les opérateurs économiques et chefs d'entreprises publiques et privées, de réaffirmer l'attachement des pouvoirs publics à accorder toutes les facilités aux porteurs de projets, notamment dans les industries mécaniques, manufacturières et dans l'agriculture, mais surtout d'insister sur l'augmentation du taux d'intégration nationale d'autant que les capacités du tissu industriel national le permettent.

Le chef de l'Etat, connu pour son franc-parler, a rappelé à des constructeurs à ne pas se cantonner dans leurs zones de confort, à prendre des risques, et de diversifier leurs productions en élargissant leurs gammes de produits.

Rappelant que dans le contexte de la construction mécanique par exemple, il faut lancer la production de véhicules légers servant d'ateliers pour réparer les pannes mécaniques des voitures et des artisans, à même d'attirer les jeunes investisseurs.

INDUSTRIE MILITAIRE

## Nécessité d'augmenter le taux d'intégration

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué mardi à l'ouverture de la 54e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA) au Palais des Expositions, les progrès réalisés par l'Algérie dans le domaine de l'industrie militaire, appelant à promouvoir le partenariat public-privé.

Visitant le stand du ministère de la Défense nationale (MDN) et des établissements en relevant, le Président Tebboune a souligné la nécessité d'augmenter le taux d'intégration industrielle nationale, notamment dans le domaine de l'industrie mécanique, des véhicules blindés, des moteurs, des systèmes de surveillance et des armes. Le président de la République a affirmé que les réalisations accomplies par l'Algérie dans ce domaine "constituent une fierté pour l'Algérie et pour l'Armée nationale populaire". "Si seulement les chouchous qui ont déclenché la Révolution avec des fusils de chasse pouvaient voir le niveau atteint par la digne héritière de l'Armée de libération nationale", a-t-il dit.

Au stand de l'Etablissement de réalisation des systèmes de vidéosurveillance (ERSV) relevant du MDN, le Président Tebboune a mis en avant l'importance pour cet établissement d'associer des entreprises nationales, à l'instar de l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE), et des entreprises privées, notamment les start-up, au développement et à la fabrication des systèmes de surveillance localement.

Selon le responsable de l'ERSV, l'établissement compte réaliser



Sur place, nous avons appris qu'une entreprise privée, cherche à ouvrir, d'ici à deux semaines, une unité spéciale pour la fabrication de châssis entrant dans la fabrication de motos, et ce, à Oued el Berdi (Bouira), selon les explications de ses responsables qui ont affirmé que le taux d'intégration de l'entreprise varie entre 25 et 60%.

**L'Algérie avance et dans tous les domaines, y compris militaire**

Dans le stand de cette institution, le Président a relevé avec fierté, une série d'équipements et de véhicules fabriqués localement, avec un taux d'intégration important, selon les explications fournies à l'occasion.

Le président de la République a salué les progrès réalisés par l'Algérie dans le domaine de l'indus-

trie militaire, appelant à la promotion du partenariat public-privé et à l'augmentation du taux d'intégration industrielle nationale, notamment dans l'industrie mécanique, les véhicules blindés, les moteurs, les systèmes de contrôle, et les armes.

Durant toutes ses tournées dans les stands, a rappelé aux chefs d'entreprises, aux futurs entrepreneurs, l'engagement de l'Algérie à promouvoir le produit local ; d'assister ses enfants dans la création de START Up, mais surtout de les accompagner.

**«La nouvelle loi sur les investissements a amélioré le climat des affaires»**

En somme, le président de la République, s'est félicité, de l'amélioration significative du climat des affaires en Algérie, à la faveur du nouveau cadre juridique ré-

gissant les investissements.

Il a affirmé que « les investisseurs se heurtaient, il y a quelques années, à de grandes entraves, mais aujourd'hui, leur prise en charge connaît une nette amélioration, notamment après la promulgation de la nouvelle loi».

Il est prévu durant la Foire l'organisation de conférences et d'un concours en ingénierie et innovation pour encourager les jeunes, notamment les étudiants, à concrétiser leurs projets.

À ce sujet, le Président Tebboune s'est, également, enquis du premier salon virtuel algérien qui met en avant les réalisations des cinq (5) secteurs stratégiques sur lesquels mise l'Algérie pour réaliser le développement économique.

Il s'agit de l'industrie, toute filières confondues, de l'agriculture, des énergies renouvelables, des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'économie de la connaissance et du tourisme.

Au niveau du même pavillon, le président de la République s'est rendu à l'espace technologique algérien (Algeria Techspace), qui regroupe 30 start-ups, ainsi que des organismes accompagnant ce type de start-up innovantes.



"dans un avenir proche" une nouvelle usine pour produire localement des équipements et des systèmes de vidéosurveillance, avec un taux d'intégration national élevé.

Au niveau du stand de l'Etablissement des constructions méca-

niques de Khenchela, le président de la République a félicité l'entreprise qui a réussi à fabriquer "la première mitrailleuse 100% algérienne, qui est une DShK de calibre 12,7 montée sur des véhicules". Selon les explications fournies à l'occasion, outre la production de

plusieurs types d'armes de différents calibres, l'ERSV œuvre également à concrétiser des projets de fabrication de véhicules.

A cet égard, le président de la République a appelé à la production de l'outillage utilisé dans les industries militaire et civile, d'autant que le tissu industriel national compte de nombreuses sociétés de métallurgie à travers le territoire national.

Le ministère de la Défense nationale participe, à travers la Direction de l'industrie militaire, avec une quinzaine d'entreprises et d'établissements spécialisés dans différents domaines de l'industrie militaire.

R. E.

D'UNE VALEUR DE PRÈS DE 8 MILLIARDS DE DOLLARS

## 2 606 projets d'investissement enregistrés à l'AAPI

Les projets d'investissement enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) depuis le 1er novembre 2022 ont atteint plus de 2.600 pour une valeur avoisinant les 8 milliards de dollars, a-t-on appris auprès de cette agence.

Au cours de la période du 1er novembre 2022 au 15 juin 2023, il a été enregistré 2.606 projets dont 2.553 issus d'investissements locaux, tandis que 53 projets ont été entrepris par des opérateurs étrangers totalisant un montant global déclaré de 1.084 milliards de DA (environ 8 milliards de dollars), selon un bilan de l'AAPI consulté par l'APS, en marge de la Foire internationale d'Alger (FIA).

Sur la période allant du 15 juin 2022 jusqu'au 15 juin 2023, une hausse de 121% du nombre de projets a été enregistrée, a-t-on précisé.

Ces projets inscrits auprès de l'AAPI permettront de créer 65.792 postes d'emploi, a ajouté la même source qui précise que plus de la moitié (51%) du nombre total des projets relève du secteur de l'industrie avec un montant de 744 milliards de DA, suivis par les secteurs du BTPH à 15% et des transports à hauteur de 14%.

De plus, il a enregistré 166 projets agricoles à travers les différentes régions du pays pour 49,2 mds de DA. Il s'agit notamment de projets relatifs aux travaux agricoles et au traitement phytosanitaire, l'engraissement de volaille, accoupage industriel et l'aquaculture.

Dans le domaine touristique, 105 projets d'investissement totalisant un montant déclaré de 47,5 mds de DA ont été inscrits au niveau de l'AAPI.

Ces projets portent notamment sur la réalisation d'infrastructures hôtelières (48 projets), des sites d'attraction (21) et des complexes touristiques ou villages de vacances (12). Quant à la répartition des projets d'investissement par région, les données de l'AAPI indiquent que 52% (1356 projets) sont implantés dans le nord du pays, 30% dans les Hauts Plateaux, tandis que 18% sont localisés dans le sud du pays.

Par ailleurs, le bilan de l'Agence note que l'écrasante majorité (99%) du nombre total des projets d'investissement inscrits relève du secteur privé, tout en mentionnant qu'aucun projet d'investissement mixte n'a été recensé durant cette période. Concernant la structure du financement des projets, 51% de ces derniers sont autofinancés, alors que 49% (1.272 projets) sont financés via des emprunts bancaires, fait savoir l'AAPI.

Créée en 2022 dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement, cette agence est chargée de recevoir les projets d'investissement entrepris par des nationaux ou étrangers dans les diverses activités économiques de production de biens et de services.

R. E.

AGRICULTURE SAHARIENNE

## Les potentialités de production de la betterave sucrière dans le Sud soulignées

Le président de la République a souligné, mardi à Alger, la qualité de la betterave sucrière cultivée dans le sud du pays, assurant que les moyens sont disponibles pour atteindre une production "extraordinaire". Le président de la République s'exprimait lors de l'inauguration de la 54e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA).

Suite à un exposé qu'il lui a été présenté par le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, sur le projet de production du sucre en Algérie à base de la transformation de la betterave sucrière, le président de la République a affirmé que "la betterave sucrière peut être cultivée dans le sud du pays, notamment à Oued Souf et à Adrar, contrairement à ce que disent certains", avant d'ajouter que "la betterave sucrière de cette région peut peser jusqu'à 5 kilos avec une teneur en sucre très forte qu'on ne trouve pas en Europe".

Le Président de la République a mis en avant, également, la disponibilité des moyens pour produire de la betterave sucrière dans le Sud du pays, citant entre autres, "l'eau et les équipements tels que les arrosoirs pour réaliser une production extraordinaire".

Le Président de la République a évoqué, en outre, la possibilité de développer la culture de la canne à sucre dans le sud, rappelant qu'un agriculteur avait mené une expérience à Adrar, en cultivant la canne à sucre comme un brise-vent et "qui avait tenu".

Le Président de la République a reçu, à cette occasion, des explications détaillées sur l'avancement du projet de production du sucre à base de betterave.

A ce propos, le président du CREA a indiqué que deux importants opérateurs économiques sont impliqués dans ce projet, visant à produire du sucre à base de la transformation de la betterave à partir des champs agricoles, précisant que ce projet "est à un stade très avancé".

R. E.

## SAISON ESTIVALE

## Une campagne de sensibilisation aux accidents de la route

Une campagne nationale de sensibilisation aux accidents de la route, a été lancée mardi, à Alger, sous le slogan "Roulez en toute sécurité, pour des vacances en toute tranquillité".

Présidant le lancement de cette campagne, le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Adil Hmimid, a révélé que plus de 8.600 accidents de la route avaient été enregistrés durant les 4 premiers mois de l'année en cours, causant plus de 11.000 blessés et 1.113 morts.

Il a ajouté que l'année précédente, 22.908 accidents de la route avaient été enregistrés au niveau national, faisant 3.409 morts et 30.977 blessés, insistant sur l'impératif de doubler d'efforts afin de "mieux contrôler ce phénomène et ses conséquences".

A cette occasion, il a souligné la nécessité de mettre en œuvre une stratégie nationale préventive pour faire face à de tels risques, notant que le ministère de l'Intérieur veillait actuellement sur la concrétisation de cette stratégie.

M. Hmimid a également mis en avant la nécessité de "créer un cadre intersectoriel, comprenant tous les organismes, les institutions de l'Etat et les représentants de la société civile afin d'établir des mécanismes opérationnelles et efficaces pour réduire les conséquences graves du phénomène des accidents de la route.

Pour sa part, la délégation nationale de la sécurité routière, a considéré que cette campagne de sensibilisation visait à réduire le nombre d'accidents de la route et des victimes durant la saison estivale et à promouvoir la conscientisation des usagers de la route, ainsi que la diffusion de la culture routière relative au respect des codes de la route.

A cet effet, la délégation a mis en place des programmes de sensibilisation durant la saison estivale au profit des conducteurs de voitures, d'autobus et de motocycles, notamment au niveau des plages, des gares routières et des places publiques.

R. E.

## MALADIES ALLERGIQUES

## Appel à la création d'une Agence africaine de vaccination

Le professeur Habib Douagui, président du congrès africain d'allergologie et d'immunologie, lance un appel à prendre au sérieux les allergies, qui affecteront selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) un citoyen sur deux d'ici 2050. « Ces maladies altèrent la vie des personnes atteintes et peuvent parfois entraîner la mort », prévient-il. Lors de son intervention dans l'émission "L'Invité de la rédaction" sur la Chaîne 3 de la Radio Algérienne, le Pr. Douagui explique l'augmentation du nombre de personnes allergiques par les "changements climatiques et la modification du mode de consommation et de vie". Il met en avant la consommation de produits chimiques et la nature des habitations moins exposées au soleil comme facteurs contribuant à cette hausse.

Si en Algérie, contrairement à d'autres pays africains, il n'y a pas de problème de pénurie de médecins spécialistes, des pénuries de médicaments sont toutefois "rencontrées de temps en temps", déplore l'invité de la Chaîne, qui appelle à leur résolution "une bonne fois pour toutes". En ce qui concerne la vaccination, le Pr. Douagui révèle que moins de 8% seulement de la population africaine est vaccinée contre les allergies. C'est pourquoi, selon lui, les spécialistes appellent à la création d'une Agence continentale de la vaccination.

## USTHB

## 4<sup>e</sup> Séminaire international en ingénierie, santé et analyse

La Faculté de Génie mécanique et de Génie des procédés de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB) a organisé mercredi le 4<sup>e</sup> Séminaire international en ingénierie, santé et analyse: procédés pharmaceutique.

Par R. E.

Organisé tous les deux ans, ce Séminaire de deux jours et placé sous le slogan "le génie pharmaceutique cœur du développement des produits de santé", a pour objectif d'"assurer une bonne opportunité pour le développement et l'approfondissement de la coopération scientifique entre universitaires, praticiens et professionnels dans le domaine pharmaceutique".

Il permet également, selon les organisateurs, de prendre connaissance des défis et des solutions disponibles en matière de développement, formulation et production des médicaments ainsi que les progrès et avancées récents dans quelques domaines clés du génie pharmaceutique.

A ce propos, le professeur-chercheur en

génie des procédés pharmaceutiques, Kamel Daoud, a fait savoir que ce Séminaire permet de "donner l'occasion aux jeunes doctorants et chercheurs de présenter les résultats de leurs travaux de recherches en cours".

Il a toutefois souligné que pour formuler, aujourd'hui, un médicament ou concevoir un dispositif médical, "il est nécessaire d'exploiter d'autres sciences tel que les mathématiques, la chimie, l'électronique, l'informatique et la biologie".

M. Daoud a en outre, précisé que la recherche dans le domaine du génie pharmaceutique "ne peut se faire sans une formation de base de qualité", annonçant, à ce propos, la création, jeudi, de l'Association de génie pharmaceutique algérienne (AGePhA).

Il a également annoncé la création du premier journal scientifique par un groupe de chercheurs universitaires en

génie pharmaceutique venant de plusieurs universités tant nationales qu'étrangères. Le but étant de sélectionner, a-t-il expliqué, les travaux scientifiques les plus pertinents dans les domaines du développement des médicaments, des compléments alimentaires, de la biotechnologie industrielle et des dispositifs médicaux.

De son côté, le recteur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretche a souligné que ce Séminaire sera l'occasion de connaître les avancées dans les domaines de l'industrie pharmaceutique et le génie pharmaceutique.

"Ce Séminaire permettra aux doctorants et aux détenteurs de Master dans le domaine pharmaceutique de se former et de s'imprégner de l'avancement de cette technologie à l'étranger", a-t-il dit.

R. E.

## PÉTROLE

## Le Brent à près de 76 dollars

Le pétrole hésitait entre gains et pertes mercredi, pris entre les espoirs de relance de la croissance chinoise, et les réductions de productions de l'Opep+ compensées par l'augmentation des exportations iraniennes.

Vers 09H50 GMT (11H45 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, restait stable à 75,90 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 0,08% à 71,25 dollars.

Les investisseurs digèrent "des perspectives économiques plus faibles face à une production iranienne plus importante et à une réduction des taux d'intérêt en Chine", commente Craig Erlam, analyste chez Oanda. Premier importateur de pétrole au monde, la Chine reste un marché capital

pour l'or noir. Selon les analystes de DNB, la China National Petroleum Corp (CNPC) a réduit ses prévisions pour la demande chinoise de pétrole pour 2023: elle devrait augmenter de 3,5% en glissement annuel, bien en dessous des 5,1% estimés en mars.

"La reprise en Chine ne décolle pas non plus comme beaucoup le pensaient au début de l'année et les mesures de relance n'ont pas été aussi efficaces qu'elles auraient pu l'être", poursuit M. Erlam. Mardi, la banque centrale chinoise a en effet réduit deux taux d'intérêt de référence, après d'autres mesures similaires ces dernières semaines pour tenter de relancer la croissance post-Covid dans la deuxième économie mondiale. Ces réductions de taux sont toutefois plus timides que ce que les analystes anticipaient. En parallèle, "l'offre supplémentaire de l'Iran sape les ef-

forts de l'Arabie saoudite pour tenter désespérément de faire remonter les prix en réduisant la production", avance Craig Erlam. De nombreux cabinets d'analyse comme Kpler ont constaté des exportations de brut iranien en hausse en mai, jusqu'à un niveau plus vu depuis 2018, alors que la participation au marché pétrolier de l'Iran est fortement limitée depuis le rétablissement des sanctions économiques américaines par l'administration de Donald Trump.

De quoi compenser les réductions de productions de certains membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+), cumulée aux coupes supplémentaires en juillet de son chef de file, l'Arabie saoudite.

Agence

## CHERTÉ DE LA VIE, RÉPRESSION POLITIQUE ET L'OPPRESSION SOCIALE

## Manifestions massives dans 40 villes marocaines

Quarante villes marocaines ont été, mardi, le théâtre de manifestations et de sit-in auxquels ont participé des organisations syndicales et politiques pour dénoncer la politique d'appauvrissement, de répression, d'arrestation politique et d'oppression sociale menée par le régime du Makhzen.

En commémoration du soulèvement populaire dont le Maroc a été témoin le 20 juin 1981 dans la ville de Casablanca, également connu sous le nom de "Révolution du pain", des dizaines de membres d'organisations syndicales et politiques ont participé à des sit-in organisés à l'appel du Front social marocain, exhortant le gouvernement à intervenir pour remédier à la flambée des prix des produits alimentaires de base et du carburant, et à libérer les prisonniers politiques.

Dans plusieurs villes comme Rabat, Casablanca, Fès, Meknès, Tanger, Oujda, Jercif, Beni Mellal, Khenifra, Salé, Kenitra, Marrakech et Safi, les manifestants ont scandé des slogans contre la cherté de la vie et appelé à l'amélioration des conditions de vie des Marocains.

Dans ce contexte, le coordinateur national

du Front social marocain, Younes Farachin, a indiqué que les sit-in tenus dans 40 villes marocaines ont été organisés en commémoration du soulèvement populaire du 20 juin 1981, qui a coïncidé avec la grève générale à laquelle a appelé la Confédération démocratique du travail.

"Aujourd'hui, nous sortons pour dire que nous vivons dans des conditions très similaires à ce que les Marocains ont vécu à l'époque, et pour confirmer que nous continuerons à manifester comme un front, tout en exprimant la colère de tous les Marocains victimes de la politique d'appauvrissement et de la poursuite de toutes les formes de corruption, de privilèges et d'accumulation de richesses", a-t-il ajouté. Le responsable syndical a, à ce titre, dénoncé "les disparités sociales croissantes, le taux de chômage élevé, l'envolée des prix et la poussée inflationniste", relevant que cet état de fait incarne bien "le mariage de l'argent avec le pouvoir".

Pour rappel, le Front social marocain avait appelé, le 9 juin, à l'organisation de plusieurs sit-in dans tout le territoire marocain pour commémorer le soulèvement du 20 juin 1981 à Casablanca, "contre la cherté de

la vie, l'oppression, les arrestations politiques et l'oppression sociale".

Le Front marocain, qui regroupe des dizaines de syndicats, d'associations de défense des droits de l'Homme et de partis politiques, avait, entre autres, appelé dans un communiqué à "la libération inconditionnelle des prisonniers politiques, l'arrêt des poursuites et des procès contre les militants et toutes les voix libres, et l'annulation des augmentations exorbitantes des prix des denrées alimentaires de base et des prix du carburant".

Casablanca, la capitale économique du Maroc, a connu le 20 juin 1981 des protestations populaires en réponse à une augmentation des prix des produits de base. Plusieurs morts ont été dénombrés lors de ces manifestations durant lesquelles de graves affrontements se sont soldés par l'emprisonnement de dizaines de manifestants et l'enterrement de plusieurs corps dans une fosse commune (dont 77 ont été découverts en décembre 2005).

R. I.

SON AMBASSADEUR L'A SOULIGNE À ALGER :

## L'Italie veut approfondir sa coopération avec l'Algérie

L'ambassadeur de la République d'Italie en Algérie, Giovanni Pugliese, a réaffirmé, hier à Alger, la volonté de son pays pour le renforcement de la coopération économique notamment avec l'Algérie.

S'exprimant lors d'une rencontre, organisée en marge de la 53e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), placée sous le thème : « Partenariat entre l'Italie et l'Algérie : dialogue avec les entreprises italiennes », Son excellence a indiqué des entreprises italiennes importantes et leaders mondiaux prennent part à la cette foire.

Par Sirine R.

Ceci témoigne sur l'importance qu'accorde l'Italie pour son partenaire

algérien. Cette participation à la FIA, en tant que pays invité d'honneur, est également une opportunité qui se présente pour les entreprises italiennes pour dénicher de nouveaux domaines de coopération.

Il a fait savoir que près de 200 entreprises activent actuellement en Algérie, dans les domaines de l'Industrie, l'infrastructure de bases et du transport, de l'Énergie, des EnR, agroalimentaire et informatique.

« La FIA est une opportunité supplémentaire pour renforcer la coopération et d'aller vers la réalisation de nouveaux partenariats dans de nouveaux domaines », indique l'Ambassadeur Giovanni Pugliese, dont son

pays (l'Italie) est l'invité d'honneur de cette 54<sup>e</sup> édition. Le diplomate italien s'est montré ainsi optimiste pour l'avenir des relations entre les deux pays qui sont déjà solides.

« Je suis optimiste pour l'avenir de nos relations et coopération déjà solide, qui sera développée encore », a-t-il soutenu. Il a rappelé que l'Algérie est le premier partenaire commercial de l'Italie dans le continent africain et que son pays est le troisième fournisseur de l'Algérie après la Chine et la Turquie.

« Nos échanges commerciaux sont en forte croissance, notamment, suite à l'augmentation de volume des exportations du gaz vers l'Italie. Ils se sont élevés à 20,5 milliards d'euros en 2022, avec une augmentation de 158% par rapport à 2021. Les exportations italiennes ont atteint 2,3 milliards d'euros, soit une hausse

de 31% par rapport à 2021. Quant aux importations depuis l'Algérie, elles ont connu un boom, en enregistrant une hausse de 200%. Je suis sûr que la FIA constituera une occasion supplémentaire pour le renforcement et l'approfondissement du partenariat entre l'Italie et l'Algérie », souligne-t-il.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a déclaré, avant-hier mardi, à l'inauguration de la 54<sup>e</sup> édition que l'Algérie « est prête à coopérer avec l'Italie dans tous les domaines intéressants les deux pays ». Au stand du constructeur automobile "FIAT", le Président Tebboune a appelé à l'accélération du démarrage de la production de véhicules de cette marque italienne en Algérie, à même de répondre aux besoins du marché national. « L'Etat est disposé à apla- nir les difficultés. En cas de blocages, le ministre du sec-

teur pourrait être saisi, et à travers lui la présidence de la République de manière directe », dira-t-il.

Des entreprises italiennes présentes à cette foire, à l'image d'Eni, Fiat et autres ont réitéré leur intérêt pour l'investissement en Algérie, en contribuant à la diversification de l'économie algérienne. Dans ce cadre, le directeur général d'ENI en Algérie a indiqué que « la société ENI est un partenaire fidèle qui collabore avec l'Algérie même dans les moments difficiles. Nous continuons dans cette dynamique à travers la réalisation de nouveaux projets d'investissement, un transfert technologique, la formation et la numérisation ». En somme, l'avenir des relations et de la coopération algéro-italienne est plus que prometteur, d'autant que la volonté politique est affichée par les chefs d'Etat dès deux pays.

FIA

## L'Algérie pour un partenariat stratégique avec l'Italie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi depuis le Palais des expositions à Alger, que l'Algérie était favorable à l'établissement d'un partenariat stratégique avec l'Italie et au renforcement de la coopération entre les deux pays dans divers domaines et secteurs.

Le Président Tebboune qui présidait l'ouverture de la 54<sup>e</sup> édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), qui connaît pour la première fois le lancement d'un salon algérien virtuel dédié aux secteurs stratégiques,

s'est rendu au pavillon de l'Italie, invitée d'honneur de cette édition, où il a eu des échanges avec les différents opérateurs. Dans ce contexte, le président de la République a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays dans plusieurs domaines, se félicitant du niveau des relations unissant l'Algérie et l'Italie depuis de longues années. L'Algérie "est prête à coopérer avec l'Italie dans tous les domaines intéressants les deux pays", a-t-il ajouté.

Au stand du constructeur automobile "FIAT", le Président Tebboune a indiqué

que le marché automobile algérien "connait une demande croissante", d'où l'impératif "d'accélérer le démarrage de la production de véhicules de cette marque italienne en Algérie, à même de répondre aux besoins du marché national".

« L'Etat est disposé à aplanir les difficultés », a ajouté le président de la République, soulignant qu'"en cas d'embûches, le ministre du secteur pourrait être saisi, et à travers lui la Présidence de la République de manière directe".

R E.

R E

AGRILEVANTE, LE SALON INTERNATIONAL DU MACHINISME AGRICOLE

## Les chefs d'entreprises algériens invités

AGRILEVANTE, le Salon International du Machinisme Agricole, prévu à Bari du 5 au 8 octobre, n'est pas seulement un événement promotionnel et commercial, c'est aussi un focus sur l'agriculture méditerranéenne, son potentiel de développement et sa complexité. Les chefs d'entreprises et investisseurs algériens sont invités à venir visiter ce salon et découvrir les avancées enregistrées en matière de machinisme agricole.

Les pays de la région se caractérisent par une importante homogénéité climatique, par une vocation aux productions agricoles de qualité, notamment dans le secteur des fruits et légumes, et par une grande tradition d'échanges commerciaux, a expliqué hier M. Girolamo Rossi, Rédacteur en Chef du Bureau de Presse de FEDERUNACOMA Fédération des Constructeurs italiens de Machines pour l'Agriculture, lors d'une conférence de presse organisée par le Bureau d'Alger de l'ICE-Agence italienne pour le Commerce Extérieur et FederUnacoma, dans le cadre de la Foire internationale d'Alger où l'Italie est invitée d'honneur.

Cependant, et durant ces dernières années, certains problèmes critiques sont apparus en raison des changements climatiques, ainsi que de certains déséquilibres démographiques et de la réduction des terres arables. Cette situation touche également l'Algérie où, selon les estimations de la Banque mondiale, 26% de la population totale (44 millions d'habitants) réside en milieu rural, et où l'économie agricole est confrontée à des sécheresses de plus en plus fréquentes et prolongées. Dans ce scénario, la mécanisation agricole est appelée

à jouer un rôle de plus en plus stratégique. L'utilisation de moyens mécaniques de dernière génération représente en effet un facteur fondamental pour utiliser de façon optimale les facteurs productifs et exploiter au mieux le patrimoine de ressources disponibles. L'Algérie, comme les autres pays d'Afrique du Nord, tend à satisfaire ses besoins en technologies agricoles à travers les importations, qui constituent donc un indicateur important des tendances du marché intérieur.

Les statistiques de la société de recherche Exportplanning, relatives aux échanges du secteur avec l'étranger, indiquent en 2022 une croissance de 2,4% par rapport à 2021, pour une valeur totale de 153 millions d'euros. Une part importante de cette demande est satisfaite par le Made in Italy. Selon des données avancées ce mercredi par M. Girolamo Rossi, l'Italie est le troisième fournisseur de l'Algérie juste derrière la Turquie et la Chine qui, par rapport aux industries italiennes, offrent des machines moins chères mais moins avancées sur le plan technologique et qualitatif. Plus de 8.000 modèles de tracteurs, machines opérationnelles et automotrices, équipements et leurs composants seront présentés lors de la prochaine édition du Salon Agrilevante. Il est certain que les opérateurs algériens pourront trouver toutes les solutions adaptées à leur modèle d'agriculture.

Selon M. Gabriele Barone, Directeur du Bureau ICE d'Alger, une délégation officielle d'opérateurs algériens sera invitée par l'ICE afin de visiter cette importante exposition, qui aura lieu en octobre prochain à Bari, et de rencontres à travers un riche programme de sessions

btob les exposants italiens et de rajouter que l'Agence ICE déploie chaque année un riche programme d'activité d'incoming en Italie en faveur d'opérateurs du monde entier, dont l'Algérie.

Il s'agit de missions d'affaires organisées à l'occasion d'importants salons et expositions en Italie, comme c'est le cas pour AGRILEVANTE et auxquels sont conviés des décideurs d'entreprises afin de les visiter, avec comme valeur ajoutée, des rencontres BtoB ainsi que des actions de study-tour et de visites d'entreprises. Les dernières en date, organisées par le Bureau ICE d'Alger, concernaient les secteurs des fruits et légumes, des Startups, de l'industrie du bois, et d'autres secteurs clés. L'ICE d'Alger a également organisé récemment la participation officielle de l'Italie aux Salons Batimatec et Dja-zagro. Ce dernier, a vu la présence de 104 entreprises. Cela nous rend particulièrement fiers d'être la plus grande délégation d'exposants étrangers à cet important événement et puis comme vous le savez, nous avons le privilège d'être "Invité d'honneur à la Foire Internationale d'Alger, ce qui représente un geste fort qui conforte une fois de plus le haut degré de confiance et de collaboration qui existe entre italiens et algériens, dans tous les domaines a conclu M. Barone.

Z R.

SONATRACH/ SKIKDA

## 1e forum des directeurs des institutions de formation de l'APPO

L'Institut algérien du pétrole (IAP), relevant du Groupe Sonatrach, abrite les 21 et 22 juin, dans la wilaya de Skikda, la 1<sup>er</sup> édition du Forum des directeurs des institutions de formation dans le domaine du pétrole et du gaz des Etats membres de l'Organisation africaine des pays producteurs de pétrole (APPO), a indiqué, mercredi, un communiqué du groupe.

L'ouverture officielle de ce forum a été présidée par le Président-directeur général (P-dg), Toufik Hakkar, selon la même source, soulignant que ce forum vise à "renforcer le partenariat et la coopération entre les institutions, notamment en matière de formation et de développement des compétences".

L'organisation de ce forum intervient après les visites effectuées sur le terrain par le secrétariat de l'APPO aux instituts de formation et de recherche de certains Etats membres, à l'issue desquelles le choix s'est porté sur l'IAP "pour son rôle pivot et la somme des expériences et expertises acquises dans le domaine de la formation et du développement des compétences au niveau du continent africain et des autres pays", note le communiqué.

Le forum a été rehaussé par la présence du secrétaire général de l'APPO, ainsi que des membres du secrétariat, en sus des directeurs des instituts de formation dans le domaine du pétrole et du gaz des pays membres, au nombre de 18 pays, précise le communiqué.

Juste avant le lancement de cet événement, la nouvelle salle de conférences de l'IAP à Skikda a été inaugurée par le P-dg de Sonatrach, M. Toufik Hakkar, avec le secrétaire général de l'APPO.

Cette salle, nouveau jalon qui vient s'ajouter à l'IAP, a été baptisée du nom de l'ancien président de l'IAP de Skikda et représentant de l'Algérie auprès de l'APPO, le défunt "Mohamed Taher Akerdida", conclut le communiqué.

ORAN

## Appel à la création d'un réseau de chercheurs et d'entreprises pour développer la recherche en matière de rationalisation de l'énergie (séminaire)

Les participants à un séminaire national sur l'économie de l'énergie et l'efficacité énergétique dont les travaux ont été clôturés lundi à Oran ont appelé à la mise en place d'un réseau regroupant des chercheurs, des start-up et des entreprises spécialisées pour développer la recherche en matière de rationalisation de la consommation de l'énergie.

A travers une série de recommandations, à l'issue de cette manifestation scientifique, l'accent a été mis sur la nécessité de créer un réseau regroupant des experts, des chercheurs, des start-up, des entreprises et d'instances publiques et privées qui travaillent dans le domaine de l'énergie pour échanger les expertises et les expériences, harmoniser les recherches et les travaux dans le domaine de la transition énergétique et rationaliser la consommation de l'énergie. Les participants ont valorisé la politique de l'Etat en matière de rationalisation de la consommation de l'énergie, ainsi que le rôle que joue l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) en la matière pour remplacer les équipements hautement énergivores par d'autres à faible consommation d'électricité, dans les secteurs du bâtiment et de l'automobile, ainsi que l'apport financier des citoyens dans le domaine.

Les chercheurs et les représentants des entreprises participantes à cette rencontre ont plaidé pour l'encouragement des start-up qui travaillent à la recherche de solutions et d'applications pour la réduction de la consommation d'énergie et pour concrétiser les projets sur lesquels elles travaillent. Entre autres suggestions, l'élargissement du travail de sensibilisation des citoyens entrepris par les instances publiques et la société civile sur l'importance de l'utilisation des équipements qui économisent l'énergie.

Pour rappel, ce séminaire national de deux jours a été organisé en collaboration avec la Faculté de Génie électrique de l'université des Sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf d'Oran et le Bureau des études et conseils "Solution électricité et consommation énergétique (Sisol)".

DON DE SANG À SKIKDA

## Plus de 7 600 poches collectées depuis début 2023

Plus de 7.600 poches de sang ont été collectées depuis le début de l'année en cours 2023 à travers la wilaya de Skikda, a indiqué le directeur local de la santé, Larbi Zerouki.

Cette quantité collectée à travers les centres dédiés au don de sang est jugé « appréciable », a indiqué à l'APS le même responsable en marge de la cérémonie organisée à la maison de la culture à l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang (14 juin), affirmant s'attendre à ce que plus de 18.000 poches de sang soient collectées sur toute l'année 2023, soit la même quantité que l'année précédente.

Le nombre de donneurs de sang est en « constante augmentation » à la faveur des campagnes de sensibilisation qui mettent à

contribution les divers secteurs, des entreprises, des associations et des citoyens, a estimé le même responsable, relevant l'importance de la diffusion de la culture du don de sang.

Zerouki a qualifié le don de sang d'acte « humain de solidarité » envers les malades qui se trouvent dans les hôpitaux et qui ont besoin de cette substance vitale. De son côté, Dr. Kamel Sebti, médecin pédiatre et président de l'association « Errazi » des maladies du sang héréditaires, a souligné l'importance d'intégrer au dossier d'acte de mariage l'analyse du sang de vérification de l'infection ou pas par

la thalassémie qui est une maladie héréditaire favorisée par les mariages consanguins. Cette association a recensé 383 patients atteints de la thalassémie dans les deux communes de Skikda et de Tamalous, a souligné le même praticien qui a indiqué qu'une étude similaire de dénombrement des cas de cette maladie sera menée dans la région de Benazouz. La rencontre a donné lieu à la distinction de 20 donneurs réguliers de sang et à la tenue d'une exposition sur les centres de transfusion sanguine, les clubs et associations scientifiques et de toiles consacrées au thème du don de sang.

UNIVERSITÉ ALI LOUNICI À BLIDA

## Signature d'une convention-cadre avec l'INSFP de Bougara

L'Université Ali-Lounici de Blida a signé une convention cadre avec l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle en Agriculture (INSFP) de Bougara, portant échange d'expériences et de coopération entre les deux parties, a indiqué le Rectorat de l'Université.

La cellule de communication de l'Université a précisé que cette dernière avait signé un accord de coopération avec l'INSFP en Agriculture Nadri-Benyoucef de Bougara visant à cristalliser l'esprit d'entrepreneuriat, et à inculquer aux stagiaires à travers la coordination et la collaboration entre les secteurs de la formation et de l'enseignement professionnels, d'un côté et de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de l'autre, et qui passe notamment par un échange d'expériences entre les deux institutions. La convention cosignée par le vice-recteur de l'Université, Adel Mezough et la responsable du secteur à la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels, Halima Meziani, prévoit notamment la tenue de visites et de stages dans les laboratoires des facultés de l'université, mais aussi l'accompagnement des porteurs

d'idées et de projets afin qu'ils puissent profiter des services de l'incubateur de l'université, et ce dans le but de relancer les spécialisations professionnelles, ajoute la même source. Il est également à noter, que l'Université Ali-Lounici de Blida dispose d'importants moyens, dont un incubateur se déployant sous 4 interfaces équipés en technologies de pointe, à savoir la maison de l'incubateur, la maison de l'entrepreneuriat, le centre d'assistance technologique et d'innovation, et le bureau de liaison économique et sociale, en plus des cadres nécessaires à un développement économique et sociale optimal. La convention permettra, en outre, aux stagiaires en formation professionnelle porteurs de projets de profiter de sessions de formation au sein de l'incubateur de l'Université, qui leur permettra d'évaluer leur projets et d'offrir des sessions formatives sur la réflexion conceptuelle, et le modèle commercial qui permettra aux stagiaires de concrétiser leurs idées sous forme de start-up actives.

MOSTAGANEM

## Colloque national sur les enfumades du Dahra

Le département des sciences de l'information et de la communication de l'université de Mostaganem, avec l'APC de Nekmaria, a organisé hier une rencontre nationale sur « les enfumades du Dahra », un crime contre l'humanité commis dans la nuit du 18 au 19 juin 1845 par la soldatesque française commandée par le sinistre et sanguinaire colonel Jean Jacques Péliissier.

Cette opération barbare et criminelle avait pour théâtre la vaste grotte dite « Ghar Frachikh » située dans le Dahra Mostaganemois, plus précisément dans la commune de Nekmaria, où plus de 1200 hommes, femmes et enfants de la tribu des Ouleds R'Hiahs périrent asphyxiés par enfumades. En effet, dans les dé-

buts des années 1840, Boumaza, un jeune soufi de 25 ans, souleva tout le Dahra, immenses chaînes de montagnes s'étalant de Milihana à Mostaganem. La répression par les forces coloniales était terrible en représailles surtout quand elles subissaient des pertes de la part des moudjahidines. Selon des historiens français, des femmes et des enfants sont arrêtés et conduits à Mostaganem pour être enfermés dans le bordj EL Mehal (Citadelle des cigognes) situé au quartier Derb. Ces femmes et leurs enfants vivaient misérablement et dans de très mauvaises conditions d'hygiène. Plusieurs sont morts à la suite de maladies. Et le comble, de temps à autre, un curé organisait des cérémonies de baptêmes d'enfants en présence de leurs

mères stupéfiées, ne sachant pas de quoi il s'agit. Ainsi, après avoir été humiliés par Boumaza et ses hommes, Péliissier et sa troupe se dirigeaient vers la tribu des Ouled R'hiahs. Ceux-ci craignant d'être conduits de force à Mostaganem, décidèrent de se réfugier dans la grotte « Ghar Frachikh », située à quelques kilomètres. Informé, le sinistre colonel Péliissier et ses soldats se dirigèrent vers la dite grotte. Ils fermèrent toutes ses issues, et allumèrent le feu à l'entrée de la grotte. Ainsi, toute la nuit du 18 au 19 juin 1845, un gigantesque brasier fut entretenu à l'aide de branchages et de souffre. La fumée épaisse qui pénétra à l'intérieur de la grotte décima plus de 1200 hommes, femmes et enfants. Le colonel Péliissier a

commis ce crime contre l'humanité sous les ordres de Bugeaud, gouverneur général de l'Algérie « fumez-les comme des renards ». Ainsi, pour commémorer cet inqualifiable crime qui a dépassé les horreurs des nazis, des étudiants et des citoyens se sont rendus, hier, sur lieux de l'hécatombe pour écouter des professeurs d'universités de nombreuses wilayas qui ont évoqué avec minutie les enfumades du Dahra et d'autres crimes contre l'humanité que les soldats, policiers et colons, caractérisés par une dépravation intellectuelle et morale, ont commis à l'endroit du peuple algérien qui refusait leur présence en Algérie de 1830 à 1962.

SANTÉ

## Le CAC d'Adrar désormais opérationnel

Centre anti-cancer (CAC) de la wilaya d'Adrar est entré en service après avoir été doté d'équipements médicaux de pointe utilisés en imagerie médicale, a indiqué mardi un communiqué du ministère de la Santé.

"Dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre le cancer et du renforcement et de la promotion de la santé dans le Sud et les Hauts-Plateaux, le Centre anti-cancer (CAC) d'Adrar est entré en service après avoir été doté des derniers équipements médicaux utilisés en imagerie médicale, à l'instar d'appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM) et de radiographie et de matériel de laboratoire, ainsi que d'autres équipements avec des tech-

nologies innovantes pour assurer une prise en charge optimale des patients", précise le communiqué.

Ce centre, d'une capacité de 140 lits, "dispose de 10 services : radiothérapie, chimiothérapie, anatomie pathologique, chirurgie en oncologie, médecine nucléaire, oncologie, hématologie, anesthésie et réanimation et un laboratoire central".

L'encadrement de ces services est assuré par des médecins spécialistes en oncologie, en radiothérapie, en anesthésie et en réanimation, ainsi que des opérateurs d'appareils d'imagerie par rayons X, en sus des psychologues, des pharmaciens et des aides infirmiers, ce qui permet de "promouvoir les services

de santé et de garantir une couverture médicale optimale pour les patients d'Adrar et des wilayas avoisinantes", ajoute la même source.

Le ministère a souligné que cette importante structure de santé "devra répondre aux aspirations et aux espoirs des cancéreux en leur prodiguant des prestations médicales de qualité et en leur épargnant la contrainte du déplacement vers d'autres wilayas, notamment du nord".

Le Centre de lutte contre le cancer d'Adrar est doté de "trois (3) accélérateurs, d'un (1) IRM, d'un (1) scanner et d'un (1) appareil d'échographie mammaire, en sus de quatre (4) appareils d'échographie et de quatre (4) autres pour l'imagerie médicale".

## INFLATION CLIMATIQUE

# La hausse des prix alimentaires frappe de plein fouet les plus pauvres

*En préparation du Conseil européen des 29 et 30 juin, la Commission européenne doit publier ce mardi une communication notable sur la « sécurité économique » de l'UE.*

**L'**inaction prolongée face au changement climatique a laissé les personnes au bas de l'échelle socio-économique exposées aux fluctuations d'un marché mondial imprévisible,

écrit Thomas Perrett.

L'inflation des denrées alimentaires en Grande-Bretagne a atteint son niveau le plus élevé en 45 ans, passant de 18,2 % en février à 19,1 % en mars. Le prix des denrées alimentaires a augmenté de 25 % au cours des deux dernières années, ce qui correspond à l'augmentation cumulée des 13 années précédentes.

En réponse, la Banque d'Angleterre devrait augmenter les taux d'intérêt, ce qui, espère-t-elle, freinera l'inflation en supprimant les dépenses de consommation et en réduisant la demande. Cependant, l'inflation des denrées alimentaires est principalement due à des facteurs externes, plutôt qu'à des niveaux excessifs de la demande des consommateurs.

Il s'agit notamment des conditions météorologiques extrêmes induites par le changement climatique, qui ont entraîné une hausse des prix et une perturbation prolongée des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Selon le groupe de réflexion Positive Money, les faibles rendements des cultures en Espagne – le plus grand producteur d'olives au monde – ont fait augmenter les prix de l'huile d'olive de 25 %. Quant aux pénuries de café au Brésil, elles ont fait grimper le prix du café de 70 % entre avril 2020 et décembre 2021.

L'Inde, deuxième producteur mondial de blé, a été touchée par des tempêtes de grêle et la hausse des températures, qui ont aggravé les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et entraîné des pertes importantes pour les agriculteurs. Les prix avaient déjà augmenté en raison de l'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a rendu les marchés d'exportation de la mer Noire inopérants.

Les opposants à la lutte contre le changement climatique ont toujours affirmé que les technologies vertes coûteuses nuiraient aux consommateurs ordinaires, entraînant des hausses d'impôts punitives et des coûts exorbitants qui leur seraient répercutés.

Le Net Zero Scrutiny Group (NZSG), par exemple, un groupe de pression parlementaire conservateur d'arrière-garde dirigé par le député Steve Baker, a qualifié de coûteuses et irréalisables les politiques net zéro visant à réduire la dépendance de la Grande-Bretagne à l'égard des marchés internationaux volatils de l'énergie et de l'alimentation.

Baker a lui-même critiqué les « coûts exorbitants » que la mise en œuvre du net zéro imposera apparemment. Il a affirmé que les politiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre en installant des pompes à chaleur à la place des chaudières à gaz pourraient déclencher « une terrible révolte et que le coût du net zéro pourrait provoquer une crise politique plus grave que la poll tax ».

Mais la récente crise de ce que Positive Money appelle la Climateflation a montré que, c'est moins les politiques coûteuses de net zero imposant des coûts aux consommateurs, que l'incapa-

cité à isoler le pays des chocs de la chaîne d'approvisionnement mondiale induits par l'utilisation des combustibles fossiles qui sapera la résilience de l'économie – avec de graves conséquences pour les personnes à faibles revenus.

Les personnes issues de milieux socio-économiques défavorisés, qui sont plus susceptibles de consacrer une part de plus en plus importante de leurs revenus aux produits de première nécessité, souffrent généralement des fluctuations rapides des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Selon le groupe de réflexion New Economics Foundation (NEF), 37 % des familles ne seront pas en mesure d'assumer les coûts de la vie de base d'ici l'année prochaine, car les 10 % de ménages les plus pauvres verront leurs revenus chuter de 2 300 livres sterling par rapport au coût croissant des biens de base entre avril 2022 et avril 2024. Les prévisions récentes de la NEF ont indiqué que les augmentations de prix des biens essentiels devraient être trois fois plus rapides que les augmentations de revenus pour les ménages les plus pauvres que pour les ménages à revenus moyens, alors que seules les familles les plus riches verront leurs revenus augmenter par rapport à l'inflation.

Contestant l'idée qu'une hausse des taux d'intérêt puisse alléger le fardeau de l'inflation, la NEF a appelé le gouvernement à « reconstruire le filet de sécurité des revenus du Royaume-Uni, à investir dans nos services publics et à réduire la dépendance du pays à l'égard des combustibles fossiles onéreux. »

Un important programme d'investissement dans les énergies renouvelables pourrait permettre d'économiser jusqu'à 10 200 milliards de livres sterling d'ici à 2050, car l'abondance et la baisse rapide des coûts de l'énergie solaire et éolienne constituent une alternative efficace au pétrole et au gaz, dont l'extraction devient de moins en moins rentable. Alors que les coûts des modules solaires photovoltaïques ont diminué de 89 % entre 2009 et 2019, et que le prix de l'énergie éolienne terrestre a baissé de 79 %, le pétrole connaît un retour sur investissement énergétique (EROI) en baisse, ce qui signifie qu'il faut plus d'énergie pour extraire la même quantité de pétrole, dont la qualité diminue généralement.

Cependant, les consommateurs ont été laissés à la merci des fluctuations internationales des prix des denrées alimentaires et de l'énergie en raison de l'incapacité des gouvernements successifs à se désengager de manière adéquate des combustibles fossiles, exacerbée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a fait grimper en flèche le prix des engrais, ce qui a poussé les agriculteurs à reporter leur production.

Des chercheurs de l'université d'Édimbourg ont révélé que 100 millions de personnes dans le monde pourraient souffrir de malnutrition si les hausses prolongées du prix des engrais se poursuivent. Les chercheurs ont également prédit que le coût des denrées alimentaires pourrait augmenter de 81 % cette année, la hausse des prix des engrais étant l'un des principaux facteurs de cette augmentation.

La flambée des prix des denrées alimentaires s'est accompagnée d'une augmentation spectaculaire des bénéfices non seulement des plus grandes entreprises de combustibles fossiles, mais aussi des

multinationales de l'agroalimentaire. Selon le syndicat Unite, les quatre plus grandes entreprises agroalimentaires mondiales ont réalisé 10,4 milliards de dollars de bénéfices l'année dernière, soit une augmentation de 255 %.

Les supermarchés ont eux aussi profité de l'inflation des prix pendant la période postpandémique, utilisant leur position sur le marché pour consolider leurs marges bénéficiaires. Tesco, Sainsbury's et Asda ont augmenté leurs bénéfices de 97 % en 2021, tandis que les huit principaux fabricants de produits alimentaires britanniques ont réalisé des bénéfices totalisant 22,9 milliards de livres sterling, une augmentation en 2021 depuis la pandémie.

Pris ensemble, trois secteurs importants, considérablement affectés par les conditions météorologiques extrêmes à l'étranger et la flambée du prix de l'essence – l'alimentation, l'énergie et les transports – représentent 57 % de l'inflation globale de l'économie, car les profits des entreprises, aggravés par la concentration du marché qui empêche la concurrence de faire baisser les prix, ont transféré le fardeau de l'inflation galopante sur les consommateurs.

La concentration a permis à quatre entreprises seulement de contrôler 90 % de la production céréalière, et à six entreprises seulement de contrôler 63 % des semences commerciales et 75 % des produits agrochimiques utilisés dans le monde. Étant donné que huit pays représentent aujourd'hui environ 90 % des exportations mondiales de blé, l'escalade de la crise climatique et la stagnation des programmes de décarbonisation des dirigeants mondiaux pourraient exposer les pays dépendants des importations, qui se sont appuyés pendant des décennies sur des monnaies fortes et des déficits de la balance des paiements pour stabiliser l'inflation, à des circonstances économiques instables.

Les grands producteurs de denrées alimentaires ont également accumulé suffisamment de bénéfices pour verser des sommes importantes aux actionnaires. En 2022, Nestlé a versé 8,5 milliards de livres à ses actionnaires alors que les prix ont augmenté de 7,5 % au second semestre. Unilever, qui a réalisé 4,3 milliards de livres de bénéfices l'année dernière, a versé 1,3 milliard de livres à ses actionnaires tout en augmentant ses prix de 12 %.

La fréquence croissante des catastrophes naturelles causées par le changement climatique a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, exacerbé les niveaux d'inflation des biens de première nécessité et frappé le plus durement les consommateurs ordinaires.

L'inaction prolongée face au changement climatique, qui va du refus d'empêcher les banques d'investir dans les combustibles fossiles à l'absence d'isolation faiblement carbonée et d'énergie propre, a laissé les personnes au bas de l'échelle socio-économique exposées aux fluctuations d'un marché mondial imprévisible.

Pourtant, tous n'ont pas été touchés de la même manière : les plus grands fabricants de produits alimentaires et les entreprises de combustibles fossiles ont engrangé des bénéfices substantiels.

**Source : Byline Times, Thomas Perrett**  
*Traduit par les lecteurs du site Les-Crises*

## ARABIE SAOUDITE

**Le Serviteur des Deux Saintes Mosquées préside la réunion du Conseil des ministres**

Le Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le Roi Salman bin Abdulaziz Al Saud, a présidé aujourd'hui, la session tenue par le Conseil des ministres au Palais El-Salam à Djeddah.

Au début de la session, le Conseil des ministres a été informé du contenu des appels téléphoniques qui ont eu lieu entre Son Altesse Royale le Prince Héritier et Président du Conseil des ministres et Son Excellence le Président de la République française, Son Excellence le Premier Ministre de la République d'Irak et Son Excellence le Président de la République populaire de Chine, au cours desquels les relations et les aspects de partenariat et de renforcement de la coopération avec le Royaume ont été passés en revue.

Dans une déclaration faite à l'agence de presse saoudienne, au terme de la session, Son Excellence le ministre des médias, Salman bin Youssef Al-Dossary, a précisé que le Conseil des ministres avait ensuite évoqué des résultats de la réunion ministérielle du Conseil de coopération des Etats arabes de l'Union Golfe dans sa session (155ème), ayant porté sur les développements de l'action commune du Golfe et ceux des questions politiques aux niveaux régional et international.

Le Conseil des ministres a passé en revue les développements sur la scène mondiale, condamnant une fois de plus les tentatives de brûler le Saint Coran, soulignant la nécessité de consolider les valeurs de dialogue, de tolérance et de respect, et de rejeter tout ce qui propage la haine et l'extrémisme.

Le Conseil a passé en revue les sujets inscrits à son ordre du jour, y compris les sujets que le Conseil de la Choura avait étudiés.

Le Conseil a également examiné les conclusions du Conseil des affaires économiques et de développement, du Conseil des affaires politiques et de sécurité, du Comité général au Conseil des ministres et du Comité d'experts relevant du Conseil des ministres.

Le Conseil des ministres a également pris connaissance d'un certain nombre de sujets inscrits à son ordre du jour, notamment les rapports annuels du Ministère de la culture, de la Commission royale pour le gouvernorat d'Al-Ula, du Conseil national des risques, de l'Autorité d'Equitation et du Centre Prince Sultan d'études et de recherches sur la défense. Le Conseil des ministres a en fin pris les décisions appropriées concernant tous ces sujets.

## MAURITANIE

**Nouakchott abrite la 2e conférence internationale sur les nanosciences et les nanotechnologies**

Les travaux de la 2e conférence internationale sur les nanosciences et les nanotechnologies ont débuté, à Nouakchott, à l'initiative de la faculté des sciences et techniques de l'université de Nouakchott Al Asriyaa.

La conférence, qui durera trois jours, vise à jeter la lumière sur les nanotechnologies et les nanosciences, qui ont connu un développement spectaculaire au cours de ces dernières années, au point d'être largement utilisées dans de nombreuses applications liées à la vie. Elles interviennent dans les domaines des énergies renouvelables, de l'électronique ou des applications médicales, telle que la thérapie des tumeurs cancéreuses, comme elles interviennent dans le domaine du traitement de l'eau et d'autres applications en corrélation avec la vie quotidienne des

gens. Supervisant l'évènement, le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, M. Mohamed Lemine Ould Aboye Ould Cheikh El Hadrami, a souligné l'intérêt de cette rencontre scientifique pour la formation pour les étudiants en doctorat et en master sur les méthodes de préparation et d'étude des propriétés des nanomatériaux. Il a salué la participation d'experts et de chercheurs de spécialités issues prestigieuses universités internationales dans le Royaume-Uni, le Sénégal, la Tunisie, l'Arabie saoudite, le Maroc, l'Algérie et l'Afrique du Sud, en plus de quelques chercheurs de centres de recherche nationaux.

Le ministre a, par la suite, rappelé la responsabilité confiée au secteur de l'enseignement

supérieur et de la recherche scientifique, qui l'oblige à travailler sur tout ce qui permettrait de développer la recherche scientifique et de fournir les moyens nécessaires pour la faire progresser en raison de la grande importance de ce secteur vital et qui figure au premier rang des priorités du programme de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh Ghazouani, Taahoudaty. « Le gouvernement a incarné sur le terrain à travers l'élaboration et la mise en œuvre de nombreuses stratégies et projets pour le développement de l'enseignement supérieur et l'élévation de son niveau ».

Au sujet des perspectives de recherches scientifiques et d'innovation, M. Ould Cheikh El Hadrami a rappelé que son dé-

partement a adopté une stratégie à l'horizon 2026, appuyée par un plan d'action qui encadre sa mise en œuvre, et noté qu'elle a permis la création de l'Agence nationale pour la recherche et l'innovation, l'organisation des forums nationaux pour la recherche scientifique et l'innovation, la mobilité des enseignants-chercheurs et des étudiants, le financement de projets de recherche, l'activation du Conseil supérieur de la recherche et de l'innovation et la création d'un fonds pour financer la recherche scientifique et l'innovation.

Pour sa part, le vice-président de l'Université de Nouakchott, Mohamed Fadel Deida, s'est félicité de la participation d'éminents experts internationaux à la conférence sur les particules et les nanotechnologies en Mauritanie,

## EGYPTE

**Le Qatar négocie l'acquisition d'une participation de 30% dans une holding hôtelière pour 750 millions \$**

*La Holding Company for Tourism and Hotels fait partie des trente-deux entreprises d'Etat que le gouvernement égyptien entend privatiser totalement ou partiellement, en vue de renflouer les caisses de l'Etat et de relancer la croissance économique.*

Le Qatar négocie l'acquisition d'une participation de 30% dans une holding égyptienne qui regroupe sept hôtels luxueux pour 750 millions de dollars, a rapporté le journal Daily News Egypt samedi 17 juin, citant des sources proches du dossier. Un accord portant sur l'acquisition de cette participation par Qatar Investment Authority, le fonds souverain du premier producteur et exportateur mondial de gaz naturel liquéfié dans la Holding Company for Tourism and Hotels devrait être signé en juillet prochain, a-t-on précisé de même source. La Holding Company for Tourism and Hotels détient et gère sept hôtels, en l'occurrence Cairo Marriott, Aswan Cataract, Haram Mena House, Luxor

Winter Palace, Alexandria Cecil, Movenpick Aswan, et Elephantine Aswan. Le fonds souverain qatari avait déjà annoncé, fin 2022, qu'il était en pourparlers avancés pour acquérir des participations dans des sociétés publiques égyptiennes pour un montant total d'environ 2,5 milliards de dollars.

La holding Company for Tourism and Hotels fait partie des trente-deux entreprises d'Etat dont la privatisation totale ou partielle a été annoncée en février dernier par le gouvernement égyptien. La cession de participations dans ces entreprises publiques vise notamment à renflouer les caisses de l'Etat et à relancer la croissance de l'économie égyptienne qui subit les contrecoups de plusieurs chocs externes, dont la pandémie de Covid-19

et la guerre en Ukraine.

Les besoins de financement extérieurs de l'Egypte pour les exercices 2023 et 2024 devraient atteindre respectivement 19 milliards de dollars et 22,5 milliards de dollars, selon un rapport publié récemment par l'agence de notation Fitch Ratings.

Le désengagement progressif de l'Etat de plusieurs secteurs productifs et le renforcement du poids du secteur privé dans l'économie figurent également dans le programme de réformes économiques soumis par le gouvernement égyptien au Fonds monétaire international (FMI), en contrepartie d'un prêt de 3 milliards de dollars sur 46 mois, approuvé par l'institution financière multilatérale en décembre dernier.

## TUNISIE

**28 millions \$ de la France pour la lutte contre l'immigration irrégulière**

Le financement devrait servir à acquérir les équipements nécessaires à la surveillance des côtes et à organiser les formations utiles au profit des policiers et des garde-côtes tunisiens, pour contenir le flux de migrants.

Le ministre de l'Intérieur français, Gérald Darmanin, a annoncé, lundi 19 juin, l'octroi d'un financement de 25,8 millions d'euros (environ 28 millions de dollars) à la Tunisie pour l'aider à lutter contre l'immigration irrégulière.

« Cet appui devrait contribuer à acquérir les équipements nécessaires et à organiser les formations utiles, notamment des policiers et gardes-frontières tunisiens, pour contenir le flux de migrants et favoriser leurs retours dans de bonnes conditions », a-t-il déclaré lors d'une visite à Tunis avec son homologue allemande, Nancy Faeser.

Le financement français s'ajoute à une enveloppe de 105 millions d'euros annoncée le 11 juin dernier par la Commission européenne dans le dossier migratoire. Le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio Tajani, avait appelé en mars dernier l'Union européenne

(UE) à soutenir la Tunisie et éviter une déstabilisation de ce pays d'Afrique du Nord dont les 1 300 km de côtes servent de point de départ vers l'Europe pour des dizaines de milliers de migrants locaux et originaires d'Afrique subsaharienne.

Selon les données du ministère italien de l'Intérieur, plus de 50 000 migrants clandestins sont arrivés en Italie durant les cinq premiers mois de 2023, contre 19 692 durant la même période en 2022.

A l'issue d'une rencontre avec les ministres de l'Intérieur français et allemand, le président tunisien, Kaïs Saïed, a déclaré que son pays ne voulait pas être « la garde-frontière de l'Europe ni une terre de réinstallation pour les migrants rejetés ailleurs ».

Le dirigeant tunisien a également appelé à une augmentation de l'aide au développement et à la lutte contre la pauvreté. « Travaillons ensemble pour les démanteler et éliminer les raisons qui ont conduit à cette situation », a-t-il souligné.

SOMMET DE PARIS POUR UN NOUVEAU PACTE FINANCIER MONDIAL

## Les enjeux pour les chefs d'Etat africains

*Des dirigeants africains participeront demain au Sommet de Paris pour discuter d'un nouveau pacte financier mondial plus équilibré. Certes, les enjeux macro-économiques et environnementaux qui dominent la rencontre sont importants, mais on aurait souhaité que soient également abordés les flux financiers illicites et la nécessité d'un cadre fiscal mondial plus équitable.*

**A**u moins 15 dirigeants africains prendront la parole dans le cadre du sommet de Paris organisé par le gouvernement français, pour réfléchir sur un nouveau pacte financier international, dont l'objectif déclaré est de "fixer une trajectoire vers un partenariat financier plus équilibré entre le Sud et le Nord". Après le président du Niger Mohamed Bazoum qui prendra la parole à l'occasion de la cérémonie d'ouverture, Abiy Ahmed, le premier ministre d'Éthiopie inaugurera les contributions aux tables rondes, dans le cadre d'une session consacrée à des propositions de modèles pour faire évoluer les banques de développement.

Les autres thématiques sur lesquelles interviendront directement les dirigeants africains sont la mobilisation des capitaux privés pour le financement du développement durable, les solutions de financement pour le climat et les infrastructures vertes ainsi que les possibles réponses aux enjeux de la dette. Le continent africain aura ainsi une occasion d'exprimer sur la scène internationale sa vision d'un monde où les conditions de vie s'améliorent pour ses centaines de millions d'habitants.

TOGO

### Lancement d'un concours pour recruter 4500 enseignants

**A**u Togo, le ministère chargé de la fonction publique et celui des enseignements ont annoncé ce mardi 20 juin 2023, un concours de recrutement de 4501 enseignants pour renforcer le secteur de l'éducation via un arrêté interministériel. Selon le document, 850 enseignants seront recrutés pour le compte de l'enseignement du préscolaire, 1680 pour le primaire, 824 pour le 1er cycle du secondaire et 676 pour 2ème cycle du secondaire. Au même moment, 471 enseignants seront engagés pour appuyer le personnel de l'enseignement technique et professionnel.

Les ambitions que se sont fixées les organisateurs de ce sommet sont élevées. Il espère en effet parvenir à un consensus sur "les principes des réformes à venir et de fixer une trajectoire vers un partenariat financier plus équilibré entre le Sud et le Nord". Ils espèrent aussi ouvrir "la voie à de nouveaux accords pour lutter contre le surendettement et permettre à davantage de pays d'accéder aux financements dont ils ont besoin pour investir dans le développement durable, mieux préserver la nature, faire chuter les émissions et protéger les populations contre la crise écologique, là où c'est le plus nécessaire".

Au-delà des activités les plus visibles, l'Afrique semble ne pas être prête à pleinement saisir l'opportunité de cette grande rencontre, pour influencer les discussions et les débats pour une réforme du système financier international. En effet, en marge des tables rondes, il est prévu une cinquantaine d'activités sur des éléments plus détaillés, dans lesquelles peu d'organisations de la région seront intervenantes. Aussi, le sommet remet sur la table des problématiques du moment, comme les effets de la pandémie de Covid-19, le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ou encore les tensions sur l'économie mondiale. Or ces phénomènes sont des chocs récents. En 2010, bien avant qu'on ne puisse penser que ces défis surgiraient, les ministres africains des finances avaient déjà élaboré des propositions pour une nouvelle architecture du système financier international, en faveur d'un meilleur développement. Il sera intéressant de voir comment la conférence de Paris sera en mesure d'apporter une réelle valeur ajoutée à ces échanges qui sont menés sur le continent depuis plus d'une décennie. Certes, le programme de l'événement prévoit des sujets de discussion pertinents, mais certaines questions essentielles semblent avoir été mises de côté, comme celle relative aux pertes fiscales et celles résultant des flux financiers illicites. Dans un rapport publié en 2021, la Commission des Nations Unies pour le Commerce et le Développement a indiqué que l'Afrique perdait jusqu'à 89 milliards \$ en raison des flux financiers qui sortent du continent de manière illicite. La même année, un rapport produit par l'ONG britannique Tax Justice Network et d'autres organisations internationales de la société civile a révélé que le monde, dans son ensemble, avait perdu un montant estimé à 483 mil-

liards \$ de taxes et impôts divers, du fait de l'évasion et de la fraude fiscale des multinationales et des fortunes privées, dont 17,1 milliards \$ pour l'Afrique.

Par ailleurs le FMI a indiqué en 2021 avec une approche assez restrictive, que l'Afrique subsaharienne perdait jusqu'à 750 millions \$ de recettes fiscales par année, du fait de la fraude fiscale des entreprises du seul secteur extractif. Or les flux financiers illicites et l'actuel débat sur la nécessité d'un cadre fiscal mondial sous l'égide des Nations unies, ne feront pas partie des principaux points discutés lors de cet événement.

Un autre point à suivre est celui de la viabilité de la dette des pays africains. Le continent est présenté dans le cadre de ces discussions qui s'ouvriront, comme une région en situation de surendettement. Un sentiment qui se renforce en raison d'un modèle d'analyse de viabilité par le Fonds Monétaire International qui est contesté, mais aussi du fait des agences de notation qui refusent de voir le potentiel de croissance de l'Afrique, et qui restent focalisées sur des risques de liquidités à court terme.

GRÂCE AU NOUVEAU PRÉSIDENT NIGÉRIAN

### Les activités redoublent pour les stations-service du Bénin

La suppression des subventions d'essence au Nigeria a eu des répercussions au-delà de ses frontières, notamment au Bénin voisin. Néanmoins, la hausse des prix a constitué un choc pour le commerce de contrebande, et il faudra protéger les ménages qui en dépendaient.

La fin des subventions sur les carburants au Nigeria a eu des répercussions au-delà de ses frontières, notamment au Bénin voisin. Depuis que le nouveau président nigérian Bola Tinubu a mis fin aux subventions sur l'essence il y a deux semaines, ceux qui vendaient ce produit en contrebande et dans l'informel ont augmenté leurs prix, les faisant passer de 350 à 700 FCFA (0,5 à 1 euro) le litre, dépassant ainsi le prix de l'essence dans les stations-service officielles. Cette hausse des prix a eu un impact sur l'économie béninoise. En effet, les stations-service sont devenues les points d'achat privilégiés des consommateurs de carburant, y compris les « Zem » ou taxi-moto qui jusque-là jouissaient des bas prix du carburant du « bord de la voie ». Pour les gérants de stations-service, c'est une aubaine, car les volumes d'activités sont en hausse. De ce fait, la clientèle des nombreuses stations développées dans la ville de Cotonou sur les deux dernières années et qui tardaient encore à recevoir les volumes de clientèle espérés a considérablement augmenté. Par ailleurs, face aux nouveaux prix de carburant qui s'imposent à eux, les conducteurs de taxi-moto ont augmenté le prix des courses.

Pour le moment, il est difficile de savoir combien de familles sont impactées par l'évolution des choses au Nigeria. Il s'agit de milliers de ménages, dont une partie de la résilience dépendait étroitement de la vente du carburant de contrebande.

Le Bénin dépend fortement du Nigeria, son voisin et l'un des plus grands producteurs de pétrole en Afrique. La fermeture de la frontière entre les deux pays en 2019 a déjà causé des difficultés économiques au Bénin. La décision récente de mettre fin aux subventions sur l'essence souligne une fois de plus cette dépendance. Les autorités béninoises ont encouragé le développement de stations-service officielles afin de réduire la contrebande d'essence sur le marché, mais n'y parvenaient que difficilement.

Ainsi, cette situation met en lumière les défis auxquels sont confrontés les pays de la région en matière de commerce transfrontalier. Alors que le Nigeria cherche à réduire les dépenses liées aux subventions sur les carburants, les pays voisins doivent faire face à l'impact économique de ses décisions. Il reste à voir comment cette situation évoluera et quelles mesures seront prises pour atténuer les conséquences pour les populations concernées.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

### Pour 87% des sociétés financières la technologie remet en cause leur modèle économique

**L**e rapport souligne que les dirigeants d'entreprises opérant au sud du Sahara élèvent l'adoption des technologies au rang de priorité, mais ne considèrent pas les risques de cybersécurité comme une menace majeure comparativement à d'autres risques tels que la volatilité macroéconomique et l'inflation. 87% des dirigeants des sociétés opérant dans le secteur de la finance en Afrique subsaharienne estiment que la technologie est en train de perturber fortement les modèles économiques de leurs entreprises, selon un rapport publié par le cabinet d'audit et de conseil PricewaterhouseCoopers (PwC).

Le rapport, qui se base sur un sondage réalisé auprès de 282 chefs d'entreprise africains dans le cadre de l'enquête « Global CEO Survey 2023 » menée dans 105 pays du monde, précise que ce taux est largement supérieur à la moyenne mondiale, qui se situe 50%.

Interrogés sur les facteurs qui pourraient impacter po-

sitivement ou négativement la rentabilité de leur secteur au cours des dix prochaines années, les dirigeants des sociétés financières africaines ont placé la technologie devant les changements réglementaires (71%), le manque de main d'œuvre qualifiée (52%), l'arrivée de nouveaux acteurs provenant de secteurs adjacents (48%), la perturbation des chaînes d'approvisionnement (44%) et la transition vers d'autres sources d'énergie (28%).

Le rapport révèle d'autre part que les entreprises opérant en Afrique subsaharienne dans tous les secteurs d'activité économique cherchent à accroître l'adoption des nouvelles technologies afin d'augmenter leur productivité. Elles sont également convaincues par le fait que la digitalisation de leurs processus de production peut aboutir à une amélioration des services offerts à la clientèle et ouvrir de nouvelles possibilités en matière de création d'emplois, d'acquisition de nouvelles

compétences, d'accès à nouveaux domaines d'activité et d'augmentation de la valeur ajoutée.

#### Les cyber-risques ne sont pas considérés comme une menace majeure

67% des chefs d'entreprise sondés placent, en effet, le déploiement des solutions technologiques innovantes telles que le Cloud computing et l'intelligence artificielle au troisième rang dans la liste de leurs investissements prioritaires au cours des douze prochains mois, derrière le renforcement des compétences de leurs collaborateurs (82%) et l'automatisation des processus et des systèmes de production (75%), mais devant l'adoption de sources d'énergie alternatives (45%), l'ajustement des chaînes d'approvisionnement (37%), la décarbonation du business model de l'entreprise (23%), l'exploration du métaverse (8%) et la délocalisation de l'activité de l'entreprise en réponse aux risques climatiques (4%)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF  
DAIRA DE BENI-HAOUA  
COMMUNE DE BENI -HAOUA  
NUMERO D'INDTIFICATION FISCALE: 02070110021

**AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE**

En application des dispositions de l'article 65 alinéa 02 du décret présidentiel n° 15/247 du 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, et suite aux avis d'appels d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale N° 03/2023 parus sur les quotidiens nationaux " ELRAIE ELHOUR " et " Les Enjeux Eco " En date du 22.05.2023 et publié dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) et après évaluation des offres techniques et financières en date du 06.06.2023, le président de l'assemblée populaire communale de BENI-HAOUA annonce l'avis d'attribution provisoire du marché pour la réalisation de l'opération citée ci-dessous:

Intitulé de l'opération	Désignation de l'entreprise choisie Numéro d'identification fiscal	Montant TTC. DA	Délai D'exécution	Note de l'offre technique	observations
REALISATION DEUX CLASSES EN EXTENSION + SANITAIRES+ADMINISTRATI ON AVEC DEMOLITION A L'ECOLE MOKRANE MAAMAR.	E.TB BENBAHA MOHAMED CHETTIA CHLEF 797402089000912	15.373.621,90 DA	90 jours	57	L'OFFRE ECONOMI-QUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE (OFFRE RETENU)

Les soumissionnaires qui contestent ce choix, peuvent introduire un recours dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution de cet avis dans la presse et pour la connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, en se rapprochant des services de la commune dans un délai de trios ( 03) jours, à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse, ou le BOMOP conformément aux dispositions des articles 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16 09 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations des service public.

Les Enjeux Eco: 22/06/2023

ANEP 2316015588

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCTRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BOUIRA  
DAIRA DE BOUIRA  
COMMUNE DE BOUIRA  
MATRICULE FISCAL : 0967.1001.9051137

**AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE**

Conformément aux disposition des articles 40 et 65 du décret présidentiel n° 15/247 du 20/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation du service public, la commune de BOUIRA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert n° 03/2023 par le 18/05/2023 au quotidien SPORT NEWS le 18/05/2023 ET LES ENJEUX ECO le 18 /05/2023 concernant le projet DE REALISATION RESEAU D'ASSAINISSEMENT LOCALITE SIDI ZIANE Qu'après étude et examen des offres, lors de la réunion de la commission d'évaluation des offres en date 12/06/2023, Les résultats sont comme suit :

PROJET	ENTRRISE	MONTANT	Délai	Note technique
REALISATION RESEAU D'ASSAINISSEMENT LOCALITE SIDI ZIANE	ETHB BOUAMRIA ABDELHALIM Sis a cité 338 lots n° 01 COOPERATIVE HABIB - BOUIRA Nif n° : 168103500446128	10.521.938.35 DA	03 MOIS	42.5 /50

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 20/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation du service public. Les soumissionnaires intéressés peuvent se rapprocher du bureau des marchés au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché et prendre connaissance de leurs offres techniques et financières.

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par la commune peut introduire un recours dans les 10 (DIX) jours, a compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, auprès de la commission communale des marchés publics,

Les Enjeux Eco: 22/06/2023

ANEP 2316015621

**Les Enjeux**  
*Eco*

**Le quotidien  
de l'Economie**

## ROYAUME-UNI

**La dette publique dépasse la barre symbolique des 100% du PIB**

Avec une dette nette du secteur public estimée à 2577,2 milliards de livres par l'Office national des statistiques, le niveau d'endettement du Royaume-Uni atteint celui de 1961.

La dette du secteur public au Royaume-Uni a dépassé en mai 100% du produit intérieur brut (PIB) pour la première fois depuis 1961, selon une estimation publiée mercredi par l'Office national des statistiques (ONS). La dette nette du secteur public à fin mai «était de 2.567,2 milliards de livres et provisoirement estimée à 100,1% du PIB», a annoncé l'ONS dans son rapport mensuel. La dernière fois que le ratio de la dette sur le PIB a dépassé 100% remonte à mars 1961. Pour autant, ce chiffre «doit être consi-

déré comme très provisoire et susceptible d'être révisé dans de futures publications», a prévenu l'ONS. «Pendant la pandémie de coronavirus, de premières estimations provisoires avaient indiqué initialement» que ce ratio avait dépassé 100%, «avant d'être révisées à la baisse» lorsque de nouvelles données avaient fait état d'un PIB plus solide qu'initialement estimé, a précisé l'institut statistique.

L'emprunt public au Royaume-Uni a atteint 20 milliards de livres en mai, presque le double de ce qu'il était un an plus tôt, plombé par de coûteuses

aides à l'énergie et des augmentations des allocations et des dépenses de personnel, a relevé l'ONS. Le gouvernement britannique aide les ménages face à l'envolée des factures d'énergie dans la foulée de la guerre en Ukraine, qui contribue à alimenter une inflation qui s'accroche au Royaume-Uni plus qu'ailleurs et cause une sévère crise du coût de la vie dans le pays. L'inflation au Royaume-Uni, la plus élevée des pays du G7, n'a pas reflué en mai comme prévu par les analystes, se maintenant à 8,7% sur un an, a par ailleurs annoncé l'ONS mercredi.

## ETATS-UNIS

**La Fed doit poursuivre son combat face à l'inflation, dit Powell**

Le combat de la Réserve fédérale américaine pour ramener l'inflation à l'objectif de 2% a "un long chemin à parcourir", a déclaré mercredi le président de la banque centrale américaine. "L'inflation s'est quelque peu modérée depuis le milieu de l'année dernière", a dit Jerome Powell dans une allocution préparée en vue de son audition devant la commission des services financiers de la Chambre

des représentants. Les tensions inflationnistes restent élevées et le processus de retour de l'inflation à 2% est loin d'être achevé", a déclaré Jerome Powell, soulignant que même si la Fed a opté pour le statu quo lors de sa dernière réunion, "presque tous" les membres du comité s'attendent à ce que de nouvelles hausses de taux soient appropriées d'ici fin 2023.

## GAZ EN MER NOIRE

**OMV va investir 4 milliards d'euros avec le roumain Romgaz**

Le groupe pétrolier et gazier autrichien OMV a annoncé mercredi un investissement allant jusqu'à 4 milliards d'euros en coopération avec la compagnie Romgaz, contrôlée par l'État roumain, pour développer un projet d'extraction du gaz en mer Noire. Attendu de longue date, ce projet baptisé Neptun Deep, une concession s'étalant sur 7500 km<sup>2</sup>, «est destiné à devenir l'un des plus importants de l'Union européenne», selon un communiqué, précisant que la production devrait débuter en 2027. Dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine, la Roumanie, qui dispose d'importantes réserves d'hydrocarbures sur terre et sur mer, a amendé l'an dernier une loi défavorable aux investissements dans l'offshore. À l'image du mouvement de diversification engagé par ses partenaires de l'UE, le but est de réduire la dépendance aux hydrocarbures russes pendant l'hiver. «OMV Petrom et Romgaz vont investir conjointement

jusqu'à 4 milliards d'euros pour la phase de développement du projet, qui doit aboutir à l'exploitation de 100 milliards de mètres cubes de gaz», a indiqué OMV, qui détient une part de 51% dans la co-entreprise OMV Petrom. Le plan doit encore recevoir l'aval de l'Agence roumaine pour les ressources minérales. «Neptun Deep fournira une source d'énergie fiable et sûre dans la région, tout en renforçant la position de notre groupe en mer Noire et dans l'Europe du sud-est», s'est félicité le PDG d'OMV Alfred Stern, cité dans le communiqué. Son associé roumain Romgaz avait repris en 2021 la part du géant américain ExxonMobil, découragé par les conditions restrictives pour exploiter ce gisement découvert en 2012. Si le projet aboutit, ce sera une manne appréciable pour la Roumanie, l'un des pays les plus pauvres de l'UE : une étude de la société d'audit Deloitte datant de 2018 avait chiffré les recettes à des di-

zaines de milliards d'euros dans les prochaines décennies.

## AMD

**135 millions de dollars vont être investis en Irlande**

Le fabricant américain de processeurs AMD a annoncé mercredi qu'il prévoyait d'investir jusqu'à 135 millions de dollars en Irlande au cours des quatre prochaines années afin de soutenir ses projets de croissance.

Cette enveloppe, qui vise à financer plusieurs programmes 'stratégiques' de recherche et développement (R&D), devrait se traduire par la création de 290 postes hautement qualifiés, notamment des métiers d'ingénieurs.

Dans un communiqué, AMD rappelle que sa présence en Irlande est liée à la décision de Xilinx, un fabricant de puces programmables qu'il a racheté l'an dernier, d'établir dans le pays son premier site opérationnel en dehors des États-Unis. Ce campus est désormais l'un de ses plus grands centres de R&D en Europe.

**Le Club de Paris veut s'engager à répondre aux pays surendettés «dans les six mois»**

Les créanciers occidentaux du Club de Paris, chargés de renégocier la dette des pays en incapacité d'y faire face, veulent s'engager à répondre avec leurs partenaires «dans les six mois» en cas de demande d'un État, alors que certains attendent déjà depuis plus de deux ans. «Les délais ont été très longs, il y a certes des besoins de travaux techniques mais nous ne pouvons pas laisser des pays attendre plus de deux ans avant d'obtenir un traitement de dette» a affirmé le président de ce Club, Emmanuel Moulin, en ouverture mercredi du 10e Forum annuel du Club de Paris, organisé dans la capitale. Groupe informel créé en 1956 et regroupant 22 États dont l'Allemagne, la France et les États-Unis, ce club est chargé de trouver des solutions aux difficultés de remboursement de la dette par les pays fragiles.

D'autres acteurs ont bouleversé la composition de la dette des pays pauvres ces dernières années, au premier rang desquels la Chine et des créanciers privés, invités mercredi à Paris par le club aux discussions qui s'étaleront sur la journée et doivent avancer sur plusieurs dossiers, dont la Zambie, le Ghana et l'Éthiopie. La Zambie est en défaut de paiement depuis 2020 mais n'a toujours pas obtenu de traitement de sa dette dans le cadre du Club de Paris élargi aux pays non-membres du club tels que la Chine et regroupés dans un «cadre commun» instauré après des discussions au G20. «Je crois que nous sommes proches de pouvoir proposer à la Zambie les termes d'un traitement approprié» a également affirmé Emmanuel Moulin mercredi, à la veille d'un sommet international à Paris visant à mieux aider les pays en développement à faire face au changement climatique.

S'agissant du Ghana, «nos assurances de financement ont permis d'accomplir une première étape importante pour le traitement de la dette (...) mais il reste encore d'autres étapes», a-t-il ajouté. Pour l'Éthiopie, «le comité est déjà formé et se tient prêt à avancer dès que possible avec le soutien du Fonds monétaire international», a poursuivi le président du Club, également directeur général du Trésor français. Emmanuel Moulin a aussi plaidé mercredi pour la mise en place d'un manuel de l'utilisateur bâti sur les expériences du Tchad et de la Zambie, afin de «mieux expliquer aux pays potentiellement éligibles» le fonctionnement de ce cadre commun et «donner plus de clarté aux pays débiteurs».

## GUERRE EN UKRAINE

**Les États-Unis annoncent 1,3 milliard de dollars d'aide supplémentaire**

Les États-Unis vont fournir 1,3 milliard de dollars (1,2 milliard d'euros) d'aide supplémentaire. Objectif, soutenir l'économie ukrainienne, en particulier ses infrastructures essentielles, a annoncé ce mercredi le secrétaire d'État, Antony Blinken, lors de la conférence internationale pour la reconstruction de l'Ukraine à Londres. Depuis le début de l'invasion russe, les États-Unis ont déjà débloqué plus de 20 milliards de dollars pour soutenir l'économie et le développement de l'Ukraine, et plus de 40 milliards pour le seul soutien militaire.

Reconstruire les infrastructures, déminer, redresser l'économie, financer les services publics... Dirigeants et repré-

sentants de plus de 60 pays sont attendus mercredi et jeudi à Londres pour une conférence sur la reconstruction de l'Ukraine. Kiev cherche en effet à mobiliser États, entreprises et grandes institutions financières, alors que le gouvernement vient tout juste de lancer sa grande contre-offensive contre la Russie.

Les États-Unis y ont annoncé une aide supplémentaire de 1,3 milliard de dollars pour soutenir le redressement de l'économie ukrainienne, mise à rude épreuve depuis le début de la guerre, ce mercredi 21 juin.

«Tant que la Russie continuera de détruire, nous serons là pour aider l'Ukraine à reconstruire : reconstruire les vies, reconstruire son pays, re-

construire son avenir», a déclaré Antony Blinken à Londres.

Sur ces 1,3 milliard de dollars, un peu moins de la moitié (520 millions de dollars) sera notamment destiné à rebâtir les infrastructures énergétiques du pays, tandis que 657 millions de dollars seront mobilisés pour «moderniser» le chemin de fer, les ports, les frontières et «toutes les infrastructures essentielles qui connectent le pays avec l'Europe», a détaillé le secrétaire d'État.

Le reste des fonds ira au soutien des entreprises ukrainiennes et au financement des moyens de numériser l'administration ukrainienne, notamment pour «supprimer la corruption», a ajouté Anthony Blinken, un message

clair aux dirigeants ukrainiens, qu'il a appelés à poursuivre les réformes en ce sens.

Depuis le début de l'invasion russe, les États-Unis ont déjà débloqué plus de 20 milliards de dollars pour soutenir l'économie et le développement de l'Ukraine, et plus de 40 milliards pour le seul soutien militaire.

Le Premier ministre britannique Rishi Sunak, dont le pays est l'un des soutiens les plus actifs de Kiev, devait ouvrir la conférence. Selon Downing Street, le Premier ministre comptait réitérer l'engagement des Occidentaux à soutenir l'Ukraine «aussi longtemps qu'il le faudra pour continuer à gagner cette guerre» et à l'aider à «construire l'avenir qu'elle mérite».

## Les Bourses chinoises en repli à l'ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert en baisse mercredi 21 juin, dans la foulée de Wall Street et avant l'audition du patron de la Banque centrale américaine (Fed), devant le Congrès américain.

Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng perdait 1,54% à 19.305,24 points. De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai cédaient 0,35% à 3.229,04 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse de 0,26% à 2.075,08 points.

## Volkswagen fixe un objectif de croissance annuelle du CA de 5 à 7% d'ici 2027

Volkswagen a fixé mercredi ses nouveaux objectifs financiers, visant une croissance annuelle du chiffre d'affaires de 5 à 7% d'ici 2027 et un rendement de 9 à 11% d'ici 2030.

Le constructeur automobile a établi des "programmes de performance" pour chaque marque, leur allouant des capitaux avec un objectif de retour spécifique fixe sur les ventes, tout en déléguant des responsabilités pour atteindre ces objectifs, ont déclaré les dirigeants lors d'une conférence de presse à l'occasion de la journée investisseurs du groupe.

"Si vous regardez comment Volkswagen fonctionnait dans le passé, nous avons souvent une croissance des coûts fixes et nous voulions dépasser ces coûts fixes", a déclaré le directeur financier Arno Antlitz. "Nous sommes convaincus que, dans le cadre de la transformation, nous devons changer cette stratégie pour adopter une approche fondée sur la valeur plutôt que sur le volume, être très disciplinés en matière de coûts fixes et d'investissements et nous concentrer plutôt sur la valeur", a-t-il ajouté.

## CAC40

### En très léger repli avant l'allocation de Powell

Peu de mouvement à l'oeuvre, ce matin, à la bourse de Paris qui cède un anecdotique 0,1%, autour des 7285 points, malgré un secteur auto bien orienté (+2,7% pour Renault, +1,4% pour Stellantis, et +2% pour Forvia sur le SBF).

Après le bon parcours réalisé au mois de juin, les marchés d'actions semblent vouloir reprendre leur souffle en attendant d'y voir un peu plus clair, à la fois sur l'économie et la politique monétaire.

A ce sujet, les investisseurs seront très attentifs à l'allocation de Jerome Powell qui doit s'exprimer à 16h devant la Commission des services financiers de la Chambre des représentants. Le président de la Fed pourrait ainsi livrer quelques détails quant à l'évolution de la politique monétaire de l'institution. Son discours sera scruté de près par tous les analystes.

Ce rendez-vous devrait être l'événement clé de la semaine, mais comme il intervient juste après la réunion du comité de politique monétaire, il est difficile d'imaginer qu'il pourrait révéler des éléments très nouveaux, temporisant toutefois les équipes de Kiplink Finance.

Face aux débats intenses qui animent la Fed, Powell devrait continuer à insister sur la nécessité d'évaluer le décalage des mesures de politique monétaire, sans s'engager sur une nouvelle hausse de taux en juillet.

Sur le marché des changes, le dollar, qui avait progressé hier suite à une statistique immobilière meilleure que prévu, continue de gagner du terrain pour franchir le cap de 1,09\$ face à l'euro.

## POINT-MARCHÉS

# Les Bourses hésitent avant les déclarations de Powell

Wall Street est attendue stable à l'ouverture mercredi et les marchés européens demeurent prudents à mi-séance en amont des déclarations du président de la Fed, Jerome Powell, prévues au Congrès dans le courant de la journée.

Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street en repli de 0,05% à 0,10% pour le Dow Jones, le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq.

À Paris, le CAC 40 recule de 0,15% à 10h50 GMT, tandis que le FTSE, à Londres, gagne modestement 0,02%, contre 0,07% pour le Dax, à Francfort.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 grignote 0,04%, contre une baisse de 0,05% pour l'EuroStoxx 50 et de 0,14% pour le Stoxx 600. Jerome Powell sera interrogé pendant deux jours par le Congrès sur la politique monétaire de la Fed, à compter de 14h00 GMT, et l'une des principales questions portera sur les futures hausses de taux et sur le taux terminal de la banque centrale, à 5,5%-5,75% selon les prévisions des gouverneurs.

Or, les marchés estiment que la prochaine hausse de taux, prévue en juillet, sera peut-être la dernière et que le taux terminal ne dépassera pas 5,25%-5,5%.

"Les dot plots" de la Fed indiquent deux hausses de taux potentielles cette année, et Jerome Powell pourra avoir à s'opposer aux anticipations de marchés qui n'en n'intègrent qu'une", résumant les stratèges de Rabobank. "Reste qu'il devra répondre aux élus démocrates, qui lui demanderont d'interrompre un processus de resserrement monétaire qui mènera à une hausse du chômage, et aux élus républicains, qui lui reprocheront de n'en pas faire assez -sans compter que les questions de stabilité financières pourraient refaire surface."

## JAPON

### La Bourse de Tokyo clôture en hausse avant Powell

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse mercredi malgré le repli de Wall Street la veille dans un climat de prudence avant l'audition du patron de la Banque centrale américaine (Fed) devant le Congrès américain. Après avoir ouvert dans le rouge, l'indice vedette Nikkei a terminé en progression de 0,56% à 33.575,14 points et l'indice élargi Topix a gagné 0,49% à 2.295,01 points. «Les marchés boursiers sont dans une attitude attentiste avant l'audition (du président de la Fed Jerome) Powell», a commenté Mitsushige Akino de Ichiyoshi Asset Management, cité par l'agence Bloomberg. Jerome Powell doit s'exprimer plus tard mercredi sur l'état de l'économie américaine devant la Chambre des représentants américains, avant un passage au Sénat jeudi, l'occasion pour les investisseurs d'en savoir plus sur les intentions de la Fed. Les valeurs japonaises ont cependant été soutenues par un climat positif à Tokyo, notamment après le maintien par la Banque du Japon vendredi dernier de sa politique monétaire

## Les valeurs à suivre à wall street

L'action Fedex perdait 3,30% dans les échanges en avant-Bourse, l'entreprise ayant indiqué que ses marges étaient mises sous pression par le ralentissement du secteur du transport de marchandises. Le groupe anticipe une faible croissance de ses revenus pour l'année fiscale 2024.

## Les valeurs à suivre en europe

Les actions des constructeurs automobiles européens progressent en Europe, les données de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) indiquant que le nombre de nouvelles immatriculations a bondi de 18,2% sur un an. Renault réalise ainsi la meilleure performance du CAC 40, en hausse de 2,69%, mais le reste des constructeurs affichent une progression plus modeste, de 0,9% à 1,3% pour Stellantis, VolksWagen, ou BMW.

Deutsche Post, le propriétaire de DHL, abandonne 2,91%, dans le sillage des résultats jugés décevants de FedEx.

L'action de Beijer Ref chute de 7,36%, en queue du Stoxx 600 après que EQT a vendu des titres du groupe spécialisé dans les technologies de refroidissement.

Le secteur immobilier affiche la pire performance des secteurs du Stoxx 600, en repli de 1,13%, la remontée des taux en Europe compliquant les perspectives du secteur.

## Taux

En Europe comme aux Etats-Unis, les marchés de taux, sensibles à la politique monétaire, demeurent attentistes.

Le rendement du deux ans allemand grignote 1,3 point de base, à 3,1720%, tandis que le Bund à dix ans stagne à 2,4070%.

Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries à dix ans avance à 3,7382%, en hausse de 1,1 point, contre +0,9 point pour le deux ans, à 4,7066%.

## Changes

Le dollar se raffermi de 0,05% face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro reste immobile, se négociant à 1,0917 dollar (+0,02%).

A l'inverse, l'inflation britannique plus forte que prévu pèse sur la livre sterling, en repli de 0,48% à 1,2701 dollar.

Le différentiel de taux entre dollar et yen pèse par ailleurs sur la devise nipponne, qui sérode de 0,25%, à 141,78 yen par dollar.

## Pétrole

Le pétrole rebondit légèrement après deux séances de pertes, les investisseurs estimant que les chiffres de l'American Petroleum Institute et de l'Energy Information Administration devraient montrer une baisse des stocks de pétrole américains, signe d'une demande résistante, mais les gains restent limités par les inquiétudes sur la demande chinoise et le positionnement de la Fed.

Le Brent avance de 0,18% à 76,04 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 0,22% à 71,35 dollars.

ultra-accommodante qui a fait refluer le yen, un facteur positif pour les entreprises exportatrices nipponnes.

À Hong Kong, l'indice Hang Seng chutait de 2% vers 06H50 GMT sur fond de manque de confiance des investisseurs dans l'économie chinoise, après l'annonce mardi par la Banque centrale chinoise d'une baisse de deux de ses taux de référence, moins importante qu'espéré.

## Le yen reflue

Le titre du géant nippon des investissements dans les nouvelles technologies SoftBank Group a gagné 3,67% à 6.937 yens. Le PDG-fondateur du groupe, Masayoshi Son, plutôt discret ces derniers mois, s'est longuement exprimé mercredi lors de l'Assemblée générale ordinaire de SBG, jugeant que le temps était venu «de passer en mode offensif», un an après avoir jugé que les conditions économiques (et les lourdes pertes qu'il a subies) incitaient à «être sur la défensive» en matière d'investissements.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Juin 2023  
Valeur : 23 Juin 2023

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	135.4865	135.4955
1	EUR EURO	147.7279	147.7578
1	GBP POUND STERLING	172.9170	172.9583
100	JPY JAPANESE YEN	95.3807	95.4059
1	CNY CHINESE YUAN	18.8332	18.8349
1	CHF SWISS FRANC	150.6343	150.7180
1	CAD CANADIAN DOLLAR	102.3576	102.3999
1	DKK DANISH KRONE	19.8922	19.8603
1	SEK SWEDISH KRONA	12.5986	12.5409
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.6248	12.6276
1	AED UAE DIRHAM	36.8835	36.8866
1	SAR SAUDI RIYAL	36.1175	36.1205
1	KWD KUWAITI DINAR	440.5870	440.8984
1	TND TUNISIAN DINAR	43.6591	43.8785
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.5738	13.5746
1	LYD LIBYAN DINAR	28.1764	28.2494
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.9304	3.9306
1	SDR S.F.C. D.R.A. RIGHTS	181.2031	181.2931

## AÉRIEN

# L'heure de la revanche a-t-elle sonné pour les dirigeables ?

*Détrônés par l'avion à réaction et tombés dans l'oubli depuis la Seconde Guerre mondiale, les dirigeables pourraient de nouveau avoir une carte à jouer dans un monde où il faut décarboner nos mobilités. Des Français y croient, en tout cas.*

Le Solair Airship One qu'imagine la société paloise EuroSship est un dirigeable à coque rigide capable de transporter jusqu'à 46 passager dans sa version à 150 mètres. Un premier démonstrateur pourrait voir le jour d'ici 2026. Les contours du Solar Airship One dévoilés la semaine dernière à Vivatech, un premier vol inaugural pour le Lelio, en Isère, le 7 juin dernier, et Flying Whales présentent toute la semaine au salon aéronautique du Bourget...

Le dirigeable sort de l'ombre ces dernières semaines, rappelé à notre mémoire par des start-up françaises convaincues que ces aéronefs ont une carte à jouer dans les mobilités de demain. Les projets sont encore au stade de démonstrateur. Mais l'idée derrière est bien d'enchaîner sur une production en série de dirigeables dans les dix prochaines années. Pour quoi faire ? On vous raconte tout ça.

C'est une grosse machine qui ferait de l'ombre à n'importe quel

avion, avec ses 151 mètres de long et sa masse de 30 tonnes. Et si le ciel est aussi son terrain de jeu, elle n'a pas d'ailes pour y accéder. Ni les pales d'un hélicoptère. C'est son ballon, pouvant contenir jusqu'à 53.000 m<sup>3</sup> d'hélium, un gaz plus léger que l'air, qui lui permet de s'élever du sol à la verticale.

Vous avez dit montgolfière ? Pas tout à fait. Avec son système de propulsion qui le rend manœuvrable, le Solar Airship One est un dirigeable, à l'instar du Zepelin, le plus connu de cette famille.

**Un tour du monde comme premier défi**

Pour l'instant, Solar Airship One n'existe que dans les plans de l'entreprise paloise Euro Airship, qui travaille depuis plus de dix ans sur ce projet et commence à en voir le bout. La construction doit démarrer l'an prochain à Tarbes, pour être fin prêt en 2026, a annoncé la semaine dernière, depuis le salon Vivatech, Euro Airship. Une première

grande aventure l'attend dans la foulée. « Un tour du monde par l'Équateur, à une altitude moyenne de 6.000 m », annonce Marie-Christine Bilbow, directrice générale de l'entreprise. Le dirigeable devrait ainsi boucler un peu plus de 40.000 km en vingt jours. Trois pilotes se relaieront, dont l'explorateur suisse Bertrand Piccard\*, pour faire tourner la machine 24h/24. Car ce périple se fera sans escale. « Et sans énergie fossile, ni émission de CO<sub>2</sub> », ajoute Marie-Christine Bilbow. C'est toute la promesse du Solar Airship One. Si l'hélium le fait grimper au ciel, pour avancer, le dirigeable misera sur ses moteurs électriques. « Le jour, ils seront alimentés par les 4.800 m<sup>2</sup> de films solaires qui recouvriront l'enveloppe du dirigeable, reprend la DG d'Euro Airship La nuit, l'hydrogène, transformé à bord en électricité par des piles à combustibles, prendra le relais. »

**De nouveau une carte à jouer ?** Si tout fonctionne, Solar Airship

One signera un joli come-back pour les dirigeables. « Il n'y en a guère plus que quelques-uns à voler aujourd'hui, pour des missions scientifiques, un peu de tourisme, la retransmission d'événements sportifs, la publicité », résume Pierre Chabert, fondateur de l'association Trans-Océans. Pourtant, au tout début de l'aéronautique, c'est bien les dirigeables qui avaient pris une longueur d'avance sur l'avion. Jusqu'à l'incendie du Hindenburg, le 6 mai 1937, en atterrissant près de New York ? C'est plus compliqué que cela, répond Romain Schalk, responsable communication de Flying Whales : « Cet accident, qui a fait 35 morts sur les 97 personnes à bord, a marqué les esprits et n'a pas fait du bien aux dirigeables, confirme-t-il. Mais c'est surtout l'arrivée des avions à réaction, capables d'emmener des passagers loin et très vite, qui a peu à peu plongé les dirigeables dans l'oubli. »

## On a testé Google Bard avec ses nouvelles compétences

.. Au cours des mois qui se sont écoulés depuis le lancement de Bard plutôt raté, Google a apporté de nombreuses améliorations à son intelligence artificielle. Alors qu'il est toujours nécessaire de passer par un VPN pour y accéder depuis la France, on a testé le chatbot pour en évaluer les progrès.

Voici déjà quatre mois que Google a lancé Bard, sa réponse à ChatGPT d'OpenAI. D'abord disponible uniquement aux États-Unis et au Royaume-Uni, Futura l'avait alors testé et donné la marche à suivre pour y accéder avec un VPN. À l'heure actuelle, Google indique que Bard est disponible dans plus de 180 pays, et comprend le japonais et le coréen, en plus de l'anglais.

Toutefois, et contrairement à ChatGPT, Google Bard ne comprend pas le français, et n'est pas accessible depuis l'Europe. La raison serait le règlement général sur la protection des données (RGPD). Selon Politico, Google prévoyait de lancer Bard en Europe la semaine dernière, mais l'Union européenne juge qu'il manque de garanties sur la protection des données des citoyens européens. En attendant une résolution, il faudra donc toujours passer par un VPN pour utiliser

Bard.

Dans les semaines qui ont suivi son lancement, Google avait reconnu avoir lancé Bard dans la précipitation. Toutefois, la firme a continué à améliorer son chatbot, intégrant de nouvelles compétences comme la génération de code. Futura a donc décidé de tester l'intelligence artificielle (IA) de Google afin de voir si ces quelques mois lui ont permis de rectifier le tir.

Certaines erreurs factuelles ont été corrigées

La première question à lui poser est tout naturellement celle qui a valu un tollé à Google lorsque l'IA s'est trompée dans la vidéo de présentation de Bard. Le chatbot avait affirmé que la première photo d'une exoplanète avait été prise par le télescope spatial James-Webb. La photo à laquelle il fait référence est la première photo d'une exoplanète prise dans l'infrarouge moyen. Mais la toute première photo d'une exoplanète a été prise par le VLT, le Très grand télescope de l'ESO (Very Large Telescope, en anglais) en 2004. Même un mois et demi plus tard, Bard se trompait toujours sur cette question. Toutefois, l'erreur a enfin été corrigée. L'IA indique la bonne date et le nom de la planète, et inclut même la photo en question dans sa réponse.

## Cette voiture pourra être rechargée en 6 minutes seulement !

Six minutes ! C'est le temps annoncé pour charger la voiture électrique concept de Nyobolt, inspirée de la Lotus Elise. Cette prouesse serait largement due à une nouvelle technologie de batterie avec des anodes en tungstène et niobium. Le principal point faible des voitures électriques est leur temps de charge. Actuellement, le temps le plus court est avec les Superchargeurs Tesla V3, soit 30 minutes pour les (rares) véhicules entièrement compatibles. Le constructeur britannique Nyobolt vient de dévoiler les premières images de sa voiture concept Nyobolt EV, dont le temps de recharge est de seulement six minutes.

La firme travaille depuis 2019 sur une technologie de batterie pour permettre une recharge plus rapide. Ils ont créé une batterie lithium-ion de 35 kWh, mais dont l'anode est composée de niobium et de tungstène. Les batteries sont plus petites et plus légères, tout en restant suffisantes pour atteindre une autonomie de 250 kilomètres.

**Une production prévue à partir de 2024**

La Nyobolt EV est inspirée de la voiture de sport Lotus Elise et pèse un peu plus d'une tonne. Le constructeur indique qu'elle pourra être chargée en six minutes avec l'infrastructure existante. Les batteries ont été testées pendant plus de 2 000 cycles de charge rapide sans baisse de performances significative.

De plus grosses batteries pourraient être fabriquées pour les voitures électriques de luxe, les camions ou les bus. Toutefois, pour être chargées aussi rapidement elles nécessiteront des bornes de recharge d'un mégawatt. Nyobolt a indiqué que la production des batteries pourrait commencer dès le début de l'année prochaine.

## À BASE D'AIR

## Une nouvelle glace vegan...

De la glace à base d'air... c'est la nouvelle invention futuriste, végane et écologique de la start-up finlandaise Solar Foods

C'est une innovation que l'on n'avait pas vu venir ! Si de nombreux industriels cherchent à réduire leur coût et leur empreinte carbone, la start-up Solar Foods a imaginé un ingrédient végane utilisable en gastronomie à base... d'eau et d'air. Cette méthode révolutionnaire, mise au point aux côtés de l'agence spatiale européenne, s'intitule Solein.

Les scientifiques cultivent des bactéries de laboratoire nourries à l'aide de bulles d'hydrogène, de dioxyde de carbone et de nutriments. Cette manipulation rejette des protéines, que les chercheurs capturent pour les déshydrater et créer une poudre protéinée. L'entreprise souhaite prouver que l'on peut réduire l'empreinte carbone de la filière alimentaire en s'abstenant de compter sur l'élevage des animaux.

Une glace au chocolat et à base d'air L'entreprise Solar Foods est autorisée depuis septembre dernier à commercialiser des produits alimentaires conçus avec son produit à Singapour. Si l'objectif était 2024 pour la start-up finlandaise, le restaurant Fico à Singapour propose depuis le 15 juin une recette de crème glacée totalement végane à base de chocolat et de protéine alimentée d'air et d'eau. Pourquoi avoir choisi la glace comme premier aliment à base de Solein ? L'autorisation ayant été donnée à Singapour en septembre 2022, l'entreprise s'est alors intéressée aux préférences alimentaires de ses habitants, qui raffolent de crème glacée. Et pour le chocolat, c'est tout simplement le parfum le plus convoité.

## SPOT

## Le chien robot de Boston Dynamics, peut désormais ouvrir une porte tout seul

Le chien robot Spot, mis sur le marché par l'entreprise Boston Dynamics, peut désormais ouvrir des portes seul. Un pas vers l'autonomie qui a été rendu possible par une extension ajoutée au logiciel du robot dévoilé en 2016, explique Le Journal du Geek. Aujourd'hui, plus de 1.000 chiens robots Spot sont en activité dans 35 pays dans le monde. Ils sont désormais plus autonomes, plus sécurisés et peuvent se déplacer sur des terrains plus variés. Ces nouveautés sont réservées pour les entreprises et les professionnels se servant de la machine pour réaliser des inspections.

Doit faire mal dans l'oeil ! Emploi d'une pièce	Berner, en bateau Lâches	Le grec à le sien	Bon en plus c'est une douceur N'a plus la cote	Sa fourrure est très prisée Conditionnement, collant	Elle a sa police De tendresse, il nous touche
		Appuyer Porte plumes			
Géante S'ouvre ou se ferme					
				Fait n'importe comment Service de chef	
Espacé Reste au milieu			Poète ... sous terre Son coup est accablant		
		Fronces, en effet A l'inverse de l'aval			Bouche baie
Tenue bien utile au bureau Morceau de tarte Faire preuve de bon sens			Il porte le bonnet Elle n'avait pas peur de se mouiller !		De tous les bords Stère Courante
				Gaze des rats Montent à crue	
Tuons Sans elles les femmes seraient toutes des fées				Celui d'lcare fut mortel Rasoir, et ça va de soit !	
		Peu appréciée par certains voisins A le droit d'asile			Boeuf avant la charue Empoisonneur du monde
Fin de l'allaitement Un pas de plus et c'est la mort !			Contournée Il a la palme		Sautée de travers
		Sac bien mince!	Parfois piqué		Nez de vedette
Elle retient les corps flottants Dérobai Elle a sa garde				Où envoyer paître Le début de l'arrivée	
			Protestera Bruit Très Présent		
De l'eau dans la botte Retira ses billes du jeu		Un ancien d'Espagne Anglais ou bourguignon ?			Conjonction Personnel
				Faite pour emballer la paonne !	
Poussées à bout			Où trouver des blondes pétillantes		Connexion diminuée

TELO MT1

# Le pick-up électrique aussi grand qu'une Mini Cooper

Contrairement aux autres pick-up, il n'y a pas de capot, l'avant est plat comme celui d'un camion.



L'entreprise américaine a été fondée par Jason Marks, un expert en développement de systèmes d'aides à la conduite, et Forrest North, un ingénieur qui faisait partie de l'équipe Tesla ayant mis au point le Roadster. Jason Marks détient plusieurs brevets autour du LiDAR, tandis que Forrest North possède 15 brevets dans le domaine des batteries et de la recharge des véhicules électriques. Pour donner vie à leurs produits, nos deux protagonistes se sont associés à Yves Behar, responsable du design et consultant pour Telo. Ce dernier a notamment travaillé pour des marques telles que Samsung, L'Oréal, Puma et Prada. Une grande partie de la carrosserie, ainsi que certains composants du châssis, sont fabriqués en plastique renforcé de fibres de carbone (PRFC), un matériau beaucoup moins

cher à l'achat aujourd'hui qu'il ne l'était il y a quelques années.

## Conçu pour maximiser l'espace à bord

Le Telo MT1 est doté d'une cabine avec cinq places et d'une benne d'une longueur de 1,52 mètre, soit quasiment le même chiffre qu'un Hummer EV... Qui fait pourtant quasiment deux mètres de plus !

Le petit pick-up électrique en a sous le capot, du moins sur le papier. Ses deux moteurs électriques possèdent une puissance combinée de 500 ch. Malgré ses deux tonnes sur la balance, le 0 à 100 km/h ne réclame que 4,0 secondes, tandis qu'il peut atteindre 200 km/h en vitesse de pointe.

La batterie, d'une capacité de 106 kWh, offre une autonomie de 563 km et peut se recharger de 20 à 80 % en 20 minutes. L'entreprise utilisera dans un premier temps les cellules cylindriques 2170 de Samsung et le pick-up

sera homologué par le North American Charging Standard (NACS), c'est-à-dire qu'il sera possible de le recharger sur les Superchargeurs Tesla.

Les ingénieurs ont travaillé sur l'encombrement des batteries, et le pack ne fait que 10 cm de largeur, ce qui permet au véhicule d'afficher une garde au sol de 25,4 cm.

Telo précise que des pneus tout-terrain seront de série, de même que la suspension arrière indépendante. La capacité de charge totale est de 726 kg, soit un peu moins que celle du Rivian R1T, et la capacité de remorquage est de trois tonnes, soit environ la moitié de celle du R1T. Il faut bien que le véhicule paie d'un côté ou d'un autre sa capacité !

LEXUS LBX

## La marque organise une série d'événements pour le faire découvrir au grand public

Le tout nouveau LBX rend le quotidien exceptionnel en améliorant les expériences de la vie de tous les jours avec la plus petite Lexus jamais commercialisée. Pour célébrer ce lancement, Lexus invite le public à découvrir le luxe Lexus par lui-même au Palazzo Bovara à Milan. Lexus organise ainsi le premier de sa série d'événements éphémères LBX dans une ville reconnue comme une capitale mondiale de la mode et synonyme d'un style de vie élégant. Dans cette cour au centre de Milan, un « autolavag-

gio » (lavage de voitures) traditionnel transportera les invités dans un espace inspiré par le LBX. Originalité, ce « lavage de voiture » est conçu pour les personnes uniquement – pas pour leurs voitures. Illustrant l'hospitalité Omotenashi – une valeur au cœur de la marque Lexus – l'événement aidera les invités à se détendre en cette période estivale où la chaleur de la ville est étouffante. Chaque installation procurera des moments rafraîchissants et de pleine conscience, reflétant les étapes relaxantes d'un lavage de voitures tout en re-

présentant les caractéristiques et les sensations offertes par le LBX. En commençant par l'espace « Soak » (rinçage), les invités profiteront d'un moment de détente en se promenant dans une série de structures aériennes, maintenues complètement sèches tout en étant immergées dans l'eau en mouvement. Des couleurs et des formes rafraîchissantes tomberont en cascades sur le sol de la place, soulignant les avantages apaisants et le fun d'être au cœur d'un lavage de voitures. Dans l'espace « Spray »

(pulvérisation), un portique brumisateur rafraîchira les visiteurs, les aidant à lutter contre le soleil italien. Les visiteurs auront ensuite l'occasion de se reposer dans l'espace « Scent » (parfum) : un jardin zen, rappelant l'héritage japonais de Lexus. Entourés par l'environnement naturel d'un feuillage luxuriant, les visiteurs disposeront de serviettes rafraîchissantes favorisant une expérience méditative et une pause bien méritée de la ville trépidante.

SUV

## Dégonfleurs et dégonflés

À quoi peut bien servir de dégonfler les pneus des SUV ? Est-ce à des militants écologistes de régir le parc automobile ? Ou à l'État qui a laissé pulluler ces engins inutilement gros et lourds, polluants et dangereux ? Ça dégonfle sec à Paris à en croire l'AFP. Un collectif écolo, les « dégonfleurs de pneus » s'en prend de nuit aux SUV garés dans les rues de la capitale. Une lentille coincée dans le bouchon, on revisse un peu – mais pas trop – et pschitt, un pneu à plat dans l'heure. Reste à glisser un tract sous l'essuie-glace : « Attention ! Votre SUV tue. Nous avons dégonflé un ou plusieurs de vs pneus ». Deux gamines qui pratiquent ce sport, interrogées par l'AFP, trouvent « hyper jouissif d'imaginer la tête des propriétaires le lendemain ». D'accord, c'est crétin, et encore plus de cibler les SUV des « pauvres », ceux qui se garent en surface et n'ont pas un box sous leur immeuble ou une place dans le parking du coin. Et même dangereux : et si le bouchon trop resserré empêche le pneu de se dégonfler assez rapidement ? À 1 bar, rien de perceptible mais une fois sur autoroute ? Et si le tract n'est pas lu – qui lit une publicité ou un avis de contravention ? – et que le propriétaire, faute de pouvoir se garer, roule quelques dizaines de mètres de trop à plat, abîmant la structure du pneu et se contente ensuite de le regonfler. Et s'il reprend nuitamment le volant, pas encore sur la jante ? Doit-on mourir de rouler en SUV ?

## Une déclaration de guerre

Je n'ai pas les mots pour qualifier la violence imbécile de cet acte. Et son inanité : je doute que quiconque ait remplacé son X3, son 5008 ou son Qashqai par un break ou une berline après s'être retrouvé à plat. Et je redoute que cette violence se retourne, qu'un jour, un(e) dégonfleuse.euse subisse le courroux du (de la) dégonflé.e – pardon je débute en écriture inclusive. Une violence pourtant assumée : "Ce qu'on fait, c'est une déclaration de guerre, expliquent les gamines au reporter. Nous ne serons pas satisfaits tant qu'il sera possible de posséder un SUV en zone urbaine et tant que ces voitures ne seront pas toutes à la casse."

Comme si envoyer avant leur terme des voitures se faire broyer pour en construire d'autres qui les remplaceraient pouvait réduire les émissions de CO2...

Quitte à ne pas me faire des amis ici, je les comprends pourtant. D'une certaine manière, leur colère est légitime : le réchauffement climatique n'est plus une hypothèse, il se manifeste déjà et s'accélère même. Surtout, il concerne bien davantage le jeune dégonfleuse que le vieux dégonflé si j'en crois la moyenne d'âge de l'acheteur de SUV.

Or, quand la mode des SUV a débuté il y a une quinzaine d'années cela faisait bien longtemps que les médias rabâchaient causes et conséquences de l'effet de serre. Conséquentement, à moins d'être sourd et aveugle – ce qui est incompatible avec le permis B – tout acheteur de SUV savait ce qu'il faisait lors de la signature du bon de commande, en l'occurrence, acquérir un véhicule moins aérodynamique, plus lourd, et donc bien plus gourmand en carburant et prodigue en CO2. Comparez un Captur à une Mégane, un 2008 à une 308, un GLC à un break classe C, vous trouverez un écart de consommation réelle de 10 à 20 %, ce qui n'est pas rien à l'échelle d'un parc de 39 millions de voitures.

## Cinq ans de prison ferme contre Bedoui et Boudiaf

Une peine de cinq ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de dinars, a été prononcée, mercredi, par le Pôle judiciaire économique et financier près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) contre l'ancien Premier ministre, Noureddine Bedoui, et l'ancien ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, poursuivis, en tant qu'anciens walis, dans une affaire de marché douteux portant sur la réalisation de l'aérogare de Constantine.

Outre ces chefs d'inculpation, Bedoui et Boudiaf sont poursuivis également, dans cette affaire, pour abus de fonction et octroi d'avantages non justifiés.

En revanche, la relaxe a été prononcée au profit de l'ex-wali de Constantine, Taher Sekrane et l'ex-secrétaire général de ladite wilaya, Benyoucef Aziz.

MDN

## Saisie 21 quintaux de kif et arrestation de 43 narcotrafiquants

Des tentatives d'introduction de plus de 21 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, alors que 43 narcotrafiquants ont été arrêtés dans des opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période du 14 au 20 juin 2023, indique un bilan opérationnel publié mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 43 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 21 quintaux et 56,15 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, et saisi 1560 grammes de cocaïne et 59476 comprimés psychotropes», note la même source.

Le bilan fait état également de l'arrestation, par des détachements de l'ANP, de «42 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations, dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières», tandis qu'un autre détachement «a saisi, à In Amenas, 4 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 4 grenades et une quantité de munitions».

À Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et Djanet, des détachements de l'ANP ont arrêté 181 individus et saisi 13 véhicules, 113 groupes électrogènes, 57 marteaux piqueurs, 3 détecteurs de métaux, 116,5 quintaux de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". Selon la même source, "10 autres individus ont été arrêtés et 7 fusils de chasse, des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à 121,6 tonnes, en sus de 35 quintaux de tabacs ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national".

De même, les Garde-frontières "ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale et des Douanes, des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 20247 litres à Bordj Badji Mokhtar, Tébessa, Souk Ahras et El-Tarf".

Par ailleurs, les Garde-côtes "ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 30 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 407 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", ajoute le même bilan.

R.N.

COOPÉRATION

## Le ministre des AE s'entretient à Belgrade avec son homologue serbe

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf s'est entretenu, mercredi à Belgrade avec son homologue serbe, M. Ivica Dacic, dans le cadre de la tournée européenne qu'il effectue, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, les deux parties ont passé en revue "les moyens d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations algéro-serbes après un recul au cours des neuf dernières années", note la même source.

Les deux ministres ont également "examiné les moyens de valoriser et de promouvoir le patrimoine historique commun de lutte contre le colonialisme, de coopération économique fructueuse et de coordination politique permanente dans le cadre du Mouvement des non-alignés (MNA)", lit-on dans le communiqué.

FINANCES

## La dédollarisation prend de l'ampleur en Afrique

Un système de paiement panafricain qui permettrait aux nations africaines de commercer entre elles, en utilisant leurs propres devises, a pris de l'ampleur, a fait savoir la chaîne de télévision Bloomberg.

La Banque africaine d'import-export, également connue sous le nom d'Afreximbank, s'attend à ce que 15 à 20 pays aient rejoint le système panafricain de paiement et de règlement d'ici la fin de l'année, a déclaré le gouverneur d'Afreximbank, Benedict Oramah, lors d'une interview avant les réunions annuelles à Accra, la capitale du Ghana, qui se tiendra le 21

juin.

La plate-forme a commencé ses opérations commerciales avec neuf pays inscrits jusqu'à présent, a-t-il annoncé.

Le nouveau système, connu sous le nom de BAPS, utilise actuellement les taux de change du dollar, a déclaré Oramah.

Notons que la banque d'Afreximbank finance le système de BAPS.

« Nous travaillons avec les banques centrales pour développer un mécanisme de taux de change qui permet aux 42 monnaies africaines d'être convertibles entre elles », a-t-il précisé.

La grande majorité du commerce intra-régional de l'Afrique se fait par le biais de conversions en dollars. Des initiatives telles que le BAPS et l'Accord de libre-échange continental africain, qui créeraient la plus grande zone de libre-échange dans le monde, visent à stimuler le commerce intérieur en réduisant les obstacles, y compris le besoin d'intermédiaires tels que le dollar américain.

Selon Bloomberg, ce n'est pas seulement l'Afrique qui cherche à mettre fin à sa dépendance vis-à-vis du dollar américain. Il y a eu des poussées de dédollarisation sur les mar-

chés émergents, y compris les efforts de l'Inde afin d'utiliser sa monnaie nationale, roupie, pour le commerce international.

Dans ce droit fil, il est à noter que la Malaisie a entamé des pourparlers avec la Chine pour créer un Fonds monétaire asiatique dans le but de se dissocier du dollar.

Ceci intervient tandis que le Brésil et l'Argentine ont envisagé de créer une monnaie commune, baptisée « Sur », afin de faciliter le commerce régional et de réduire leur dépendance à l'égard du dollar américain.

Agence



Les deux parties ont ainsi convenu d'un plan d'action qui prévoit l'actualisation du cadre juridique, l'activation des mécanismes de coopération, notamment la commission mixte et le Conseil d'affaires algéro-serbe, l'intensification des

visites officielles entre les deux pays, outre l'incitation des opérateurs économiques à exploitation des opportunités d'investissement et commerciales offertes".

Chronique Eco  
d'Anouar  
El Andaloussi

## Deux ou trois petites choses sur l'intégration régionale et africaine

**Au cours des deux dernières années, au moins deux événements économiques ont marqué l'actualité. D'une part la signature de l'accord sur la ZLECAF par la quasi-totalité des Etats africains. D'autre part et plus proche de nous, l'achèvement (à 95% selon le Ministre des TPIB) de la Route Transsaharienne (appelée aussi très symboliquement Route de l'Unité Africaine selon les slogans des années 70).**

L'un et l'autre des deux événements sont décisifs pour notre économie et sa diversification. La programmation de la réalisation d'un port au centre du pays, face à l'Europe et surtout sur la route de la soie, est une infrastructure indispensable pour l'exploitation économique de la transsaharienne. Il est question aussi d'une zone franche à Tam ; bien que cette forme d'organisation des échanges ne soit plus à la mode dans les nouvelles organisations des systèmes productifs mondiaux (chaines de valeurs mondiales). En attendant l'émergence d'une Zone Economique Spéciale, sur le modèle chinois, devenu très répandu dans le monde, une zone franche serait indiquée

pour organiser les échanges (ou même le troc) commerciaux entre les pays du Sahel. Alors le dispositif est excellent pour commencer l'exploitation de ces infrastructures si coûteuses (le port du Centre est encore loin de sa mise en exploitation). Toutes ces infrastructures ne sont pas faites pour des échanges internes à l'Algérie ; il serait incongru que le Port Centre soit destiné à l'importation des marchandises pour les besoins nationaux et la transsaharienne pour approvisionner les zones du Sud. Economiquement, ces deux infrastructures sont des outils d'une grande importance pour concrétiser le projet d'intégration économique régionale dans le cadre de l'UA. Sur le plan économique, le Port et la Route Transsaharienne peuvent constituer une alternative sérieuse pour l'approvisionnement des pays du Sahel ou même pour transporter des marchandises algériennes vers les pays du Sahel ; le coût de transport serait largement compétitif comparé au coût maritime par la voie Atlantique. Un simple calcul économique donnerait l'avantage à la transsaharienne sur la voie maritime. Ceci n'est pas irréversible si les infrastructures portuaires et les corridors ne sont pas aux normes internationales en matière de traitement des opérations et de logistique. Le défi est

donc de rendre la transsaharienne économiquement compétitive. Si la phase de la réalisation de l'infrastructure routière est quasi achevée grâce aux efforts consentis au cours de trente dernières années par les pays concernés, la phase de mise en œuvre des corridors, indispensables pour une exploitation optimale, n'a pas encore commencé.

Deux infrastructures majeures et un accord de libre-échange (ZLECAF), l'essentiel y est pour avancer dans l'intégration et la promotion des échanges extérieurs. Mais gardons présent à l'esprit que les échanges avec l'extérieur supposent des excédents de production au niveau national et surtout des produits compétitifs. La diversification du commerce extérieur passe par la diversification industrielle et particulièrement dans sa partie 'industries manufacturières'.

La transsaharienne est un atout pour l'Algérie pour promouvoir ses relations commerciales avec le Sahel ; avec le Port Centre, en eau profonde, l'atout devient majeur. Mais il faut commencer la réalisation du Port et préparer avec les pays de la Transsaharienne les Corridors économiques.